

VALDĪBAS VĒSTNESIS

Maksa par „Valdības Vēstnesi“:	
ar piesūtīšanu par:	bez piesūtīšanas
1 gadu Ls 22,—	(saņemot eksped.) par:
1/2 gadu „ 12,—	1 gadu Ls 18,—
3 mēn. „ 6,—	1/2 gadu „ 10,—
1 „ „ 2,—	3 mēn. „ 5,—
Piesūtīt pa	1 „ „ 1,70
pastu un pie	Par atsevišķu
atkalpārde-	numuru „ 10
vējiem „ 12	

Latvijas valdības

Iznāk katru dienu, izņemot



Redakcija:
Rīgā, pili № 2. Tālrunis 20032
Runas stundas no 11—12

oficiāls laikraksts

svētdienas un svētku dienas

Kantoris un ekspedīcija:
Rīgā, pili № 1. Tālrunis 20031
Atvērts no pulksten 9—3

Sludinājumu maksa:

a) tiesu sludinājumi līdz 30 vienslejiņām rindiņām Ls 4,—
par katru tālāku rindiņu „ 15
b) citu iestāžu sludinājumi par katru vienslejiņu rindiņu „ 20
c) no privātiem par katru viensl. rindiņu (par obligāt. sludin.) „ 25
d) par dokumentu pazaudēšanu no katras personas „ 80

Nr. 3

Piektdien, 4. janvārī 1929. g.

Divpadsmitais gads

Likums par tirdzniecības un kuģniecības konvenciju starp Latviju un Turciju.
Likums par pagaidu tirdzniecības vienošanos starp Latviju un Bulgariju.
Valsts Prezidenta pavēle armijai un flotei.
Rīkojums par Skrundas-lauku stacijas slēgšanu.
Rīkojums par Skrundas-lauku stacijas pārskaitīšanu I grupā.
Liepājas korķu un linoleuma akciju sabiedrībai piešķirto brīvteritorijas tiesību attiecināšana uz Liepājas linoleuma fabrikas akciju sabiedrību.
Ievedmuitas tarifā neminēto preču muižošanas, saskaņā ar muitas tarifu vispārējo noteikumu 10. pantu.
Ievedmuitas atmaksa par kokvilnas audumiem, kas izlietoti eksportētās veļas izgatavošanai.
Ievedmuitas atmaksa par eksportējamu preču ražošanai izlietotām ārzemju izejvielām.

Saeima ir pieņēmusi un Valsts Prezidents izsludina šādu likumu:

L I K U M S

par

tirdzniecības un kuģniecības konvenciju starp Latviju un Turciju.

1928. gada 28. maijā, Angorā, starp Latviju un Turciju noslēgtā tirdzniecības un kuģniecības konvencija ar parakstīšanas protokolu — ar šo likumu pieņemta un apstiprināta.
- Likums stājas spēkā izsludināšanas dienā. Līdz ar likumu izsludināma arī pirmā pantā minētā konvencija ar parakstīšanas protokolu.
- Konvencija līdz ar parakstīšanas protokolu stājas spēkā, saskaņā ar konvencijas 24. panta noteikumiem, mēnesi pēc ratifikācijas dokumentu apmaiņas dienas.

Rīgā, 1929. g. 4. janvārī.

Valsts Prezidents G. Zemgals.

Convention de commerce et de navigation entre la Lettonie & la Turquie.

La Lettonie d'une part et
La Turquie d'autre part

Animée du désir de resserrer les liens d'amitié si heureusement existant entre les deux Pays, de régler les conditions d'établissement de leurs ressortissants dans les deux Pays et de développer leurs relations économiques,

Ont résolu de conclure une Convention à cet effet et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir:

Le Président de la République de Lettonie:

Monsieur German Albat, Secrétaire Général au Ministère des Affaires Etrangères et

Le Président de la République Turque:

Monsieur Enis Bey, Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère des Affaires Etrangères

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvées en bonne due forme, sont convenus des dispositions suivantes:

Chapitre 1-er.

Etablissement.

Article 1-er.

Les ressortissants de chacune des Parties Contractantes, auront, sur le territoire de l'autre Partie, sous réserve des lois et règlements qui y sont en vigueur, le droit de s'établir et de séjourner, d'aller, de venir et de circuler librement.

Chacune des Parties Contractantes se réserve toute liberté d'action en ce qui concerne l'immigration, ainsi que le droit d'interdire, par mesures individuelles, l'entrée et le séjour sur son territoire, pour des raisons de sécurité et ordre publics.

En ce qui concerne les taxes et charges quelconques à payer du chef de séjour et de l'établissement, les ressortissants des deux Parties Contractantes jouiront du traitement de la nation la plus favorisée.

Article 2.

Les ressortissants de chacune des Parties Contractantes auront, aux mêmes conditions que les ressortissants de la nation la plus favorisée, sur le territoire de l'Autre, le droit d'acquérir, de posséder et d'aliéner toute espèce de biens mobiliers ou immobiliers, à l'exception des cas prévus par la législation respective, en se conformant aux lois et règlements du pays. Ils pourront, aux mêmes conditions, en disposer librement par achat, vente, donation, transfert, contrat de mariage, testament, succession ab-intestat ou par tout autre moyen.

Ils ne seront assujettis dans aucun des cas susmentionnés à des charges, taxes ou impôts, sous quelque dénomination que ce soit, autres ou plus élevés que ceux qui sont ou seront établis pour les nationaux.

Article 3.

Les ressortissants de chacune des Parties Contractantes auront, aux mêmes conditions que les ressortissants de la nation la plus favorisée, sur le territoire de l'Autre, en se conformant aux lois et règlements du pays, le droit d'exercer toute sorte d'industrie et de commerce et de se vouer à tout métier et profession quelconque dont l'exercice n'est pas et ne sera pas réservé aux nationaux.

Article 4.

Les ressortissants de chacune des Parties Contractantes ne seront soumis sur le territoire de l'Autre quant à leur personne, leurs biens, droits et intérêts, ainsi que pour l'exercice de tout genre de commerce, industrie, métier et profession, à aucun charge, taxe ou impôt, direct ou indirect, autres ou plus élevés que ceux qui pourront être imposés aux nationaux.

Ils seront notamment autorisés à exporter librement le produit de la vente de leurs biens et leurs biens mêmes, sous réserve des dispositions légales en vigueur dans le pays, et ils ne seront pas soumis en cela en qualité d'étranger, à des impôts droits et redevances plus élevés que ceux qu'auraient à payer les nationaux.

Article 5.

Les ressortissants de l'une des Parties Contractantes ne seront astreints, sur le territoire de l'Autre, à aucun service militaire, soit dans les armées de terre, de mer ou de l'air, soit dans les gardes ou milices nationales, ni à aucune obligation ou charge remplaçant le service militaire.

Ils seront exempts de tout emprunt forcé. Ils ne seront soumis qu'aux prestations et réquisitions militaires qui seraient imposées légalement aux nationaux.

Article 6.

Les ressortissants de chacune des Parties Contractantes ne pourront, sur le territoire de l'Autre Partie, être expropriés de leurs biens que pour cause reconnue légalement d'utilité publique. En ce qui concerne l'indemnisation des expropriés chacune des Parties Contractantes, dans le cadre de sa législation nationale, appliquera le traitement de la nation la plus favorisée.

Article 7.

Les ressortissants de chacune des parties Contractantes jouiront, sur le territoire de l'Autre, en tout ce qui concerne la protection légale et judiciaire de leur personne et de leurs biens du même traitement que les nationaux.

En conséquence ils auront libre et facile accès auprès des tribunaux et pourront ester en justice aux mêmes conditions que les nationaux, sous réserve des dispositions relatives à la caution judicatum solvi et à l'assistance judiciaire gratuite qui seront régies par la législation locale jusqu'au règlement de ces questions par une Convention spéciale à conclure entre les deux Parties.

Article 8.

Les sociétés anonymes, les coopératives et autres sociétés commerciales, y compris les sociétés industrielles, d'assurance, de communication et de transport qui ont leur siège sur le territoire de l'une des Parties Contractantes et qui y sont constituées en vertu des lois de ce pays, seront reconnues légales dans le territoire de l'Autre, et y pourront ester en justice devant les tribunaux, soit pour intenter une action, soit pour s'y défendre.

La reconnaissance des sociétés et associations, appartenant à l'une des Parties Contractantes, n'implique pas leur admission à l'établissement et au fonctionnement sur le territoire de l'autre Partie Contractante et, en général, à l'exercice permanent des actes visés par leurs statuts.

L'admission desdites sociétés à l'exercice de leur commerce ou industrie sur le territoire de l'autre Partie Contractante sera subordonnée aux lois et prescriptions qui sont ou seront en vigueur sur ce territoire aussi en ce qui concerne les taxes et autres charges d'admission.

Les impôts, taxes et contributions quelles qu'en soient la dénomination ou l'espèce ne pourront pas frapper ces sociétés d'une façon plus lourde que les sociétés analogues nationales.

Ces sociétés pourront, aux mêmes conditions que celle de la nation la plus favorisée et en se soumettant aux lois du pays, acquérir toute sorte de biens mobiliers. Chacune des Parties Contractantes se réserve l'entière liberté en ce qui concerne l'autorisation desdites sociétés à l'acquisition des biens immeubles; dans le cas où cette autorisation sera accordée, les formalités et les conditions d'acquisition seront celles applicables aux sociétés similaires de la nation la plus favorisée.

Article 9.

Il est convenu qu'aucune des Parties Contractantes ne pourra invoquer le bénéfice résultant de la clause de la nation la plus favorisée énoncée dans le présent Chapitre, pour réclamer en faveur de ses ressortissants, sociétés, coopératives des droits autres ou plus étendus que ceux accordés par elle-même aux ressortissants, sociétés, coopératives étrangers en général.

CHAPITRE II.

Commerce & navigation.

Article 10.

Les produits du sol et de l'industrie originaires de Turquie énumérés à la liste A ci-annexée, jouiront à leur importation en Lettonie du bénéfice du tarif minimum.

Les produits du sol et de l'industrie originaires de Lettonie énumérés à la liste B ci-annexée, jouiront à leur importation en Turquie du bénéfice du tarif minimum.

Les produits du sol et de l'industrie originaires de l'un des Pays Contractants importés dans l'Autre ne seront pas assujettis à des droits, coefficients, taxes ou autres redevances quelconques plus élevés que ceux accordés aux mêmes produits d'un tiers pays.

Il en sera de même en ce qui concerne les droits d'exportation et autres redevances sur les produits du sol et de l'industrie exportés du territoire d'une des deux Parties Contractantes dans le territoire de l'autre Partie.

L'assurance sur le pied d'égalité avec un pays tiers s'étend également à la manière de percevoir les droits d'importation et d'exportation, à la mise des marchandises dans des entrepôts de douane, aux redevances et formalités douanières, au traitement et à l'expédition en douane des marchandises importées, exportées ou passant en transit.

Article 11.

Les produits du sol et de l'industrie de l'une des Parties Contractantes, après avoir transité par les territoires d'un ou des pays tiers, ne seront pas soumis lors de leur importation sur le territoire de l'Autre à des droits ou taxes autres ou plus élevés que s'ils avaient été importés directement de leur pays d'origine.

Article 12.

Les produits du sol et de l'industrie originaire de l'une des Parties Contractantes importés dans le pays de l'Autre, y jouiront, en ce qui concerne les taxes intérieures sous quelque dénomination qu'elles soient, du traitement accordé aux mêmes produits d'un tiers pays.

Article 13.

Pour réserver aux produits originaires de leurs pays respectifs le bénéfice des dispositions ci-dessus, les Parties Contractantes pourront exiger que les produits et marchandises importés sur leur territoire soient accompagnés d'un certificat d'origine attestant,

s'il s'agit d'un produit naturel, qu'il est originaire de l'autre Pays et, s'il s'agit d'un produit manufacturé, que la moitié au moins de sa valeur est représentée par la valeur des matériaux originaires de l'autre Pays, ainsi que par le coût de la transformation.

Les certificats d'origine seront délivrés soit par les Départements d'Economie, de Finance et de l'Agriculture, soit par les Chambres de Commerce dont relève l'exportateur, soit par tout autre organe ou groupement que le pays destinataire aura agréé.

Les deux Parties Contractantes auront réciproquement le droit d'exiger la légalisation des certificats d'origine par son Représentant diplomatique ou consulaire.

Les colis-postaux seront dispensés des certificats d'origine si le pays destinataire reconnaît qu'il ne s'agit pas d'envois revêtant un caractère commercial.

Article 14.

Il y aura entre les territoires des Parties Contractantes liberté réciproque de commerce et de navigation. En conséquence les Parties Contractantes sont d'accord de n'entraver leurs relations commerciales réciproques par des prohibitions ou restrictions d'importation ou d'exportation, à moins que le maintien ou l'institution n'en soient absolument nécessaires.

Dans le cas où l'une des Parties Contractantes appliquerait des prohibitions ou restrictions quant à l'importation ou à l'exportation de marchandises, elle accordera à l'autre Partie le même traitement, qui a été accordé ou sera accordé ultérieurement aux marchandises d'un tiers pays.

Les dispositions de cet Article ne seront pas applicables lorsque les prohibitions et restrictions d'importation ou d'exportation sont établies ou maintenues pour:

- 1) assurer la sécurité de l'Etat;
- 2) la santé publique ou comme mesures sanitaires ou de prophylaxie contre les épizooties et les épiphyties;
- 3) établir ou maintenir des monopoles d'Etat;
- 4) les semences, qui, à cause de leur origine, ne soient pas susceptibles de se développer dans le pays d'importation.

Article 15.

Les Parties Contractantes s'engagent à accorder réciproquement le transit sur les voies les plus appropriées au transit international, aux personnes, bagages, marchandises, et objets de toute sorte, envois, navires, bateaux, voitures et wagons ou autres instruments de transport, en se garantissant sous ce rapport le traitement de la nation la plus favorisée.

Les marchandises de toute nature, traversant le territoire douanier de l'une des Parties Contractantes y seront exemptes de tout droit de douane et d'autres charges à l'exception de droits et taxes de surveillance; de statistique et autres charges d'administration.

Les dispositions du présent Article s'appliquent aussi bien aux marchandises, en transit direct qu'aux marchandises transitant après transbordement, emballage ou entreposage.

Il est entendu, toutefois, que le transit de ces marchandises sera garanti conformément aux lois douanières respectives afin d'en empêcher l'introduction dans le pays.

Aucune des Parties Contractantes ne sera tenue d'assurer le transit des voyageurs dont l'entrée sur son territoire serait interdite.

Le transit des marchandises pourra être prohibé:

- a) pour des raisons de sûreté publique et de sécurité de l'Etat;
- b) pour des raisons de santé ou comme précaution contre les maladies des animaux et des végétaux.

Les Parties Contractantes auront le droit de prendre des précautions nécessaires pour s'assurer que les marchandises et notamment celles, qui, sur ses territoires, font l'objet d'un monopole d'Etat, sont réellement en transit.

Article 16.

Les deux Parties Contractantes se garantissent réciproquement le traitement de la nation la plus favorisée sur leurs territoires, en ce qui concerne les prix et les modalités de transport, conditions de livraison, taxes et charges publiques sur les chemins de fer respectifs.

Article 17.

Les navires et bateaux battant pavillon de l'une des Parties Contractantes qui entreront, sur lest ou charges, dans les eaux et ports de l'autre Partie, ou qui en sortiront, quelque soit le lieu de leur départ ou celui de leur destination, y jouiront sous tous les rapports du même traitement que les bâtiments nationaux et n'y seront assujettis, à aucun droit ou taxe, sous quelque dénomination que ce soit, perçu au nom et au profit de l'Etat, des provinces, des communes ou d'un organisme quelconque autorisé par le Gouvernement, autres ou plus élevés que ceux qui sont ou pourront être imposés aux bâtiments nationaux.

Article 18.

Les cargaisons, qu'elles qu'en soit la provenance ou la destination, ne seront assujetties à des droits ou charges autres ni plus forts et ne seront traitées autrement que si elles étaient importées ou exportées sous pavillon national. Leurs passagers et les bagages de ceux-ci seront pareillement traités comme s'ils voyageaient sous pavillon national.

Article 19.

Les dispositions des Articles 17 et 18 ne seront pas applicables en ce qui concerne le cabotage, la pêche, l'exercice de pilotage et l'emploi de pilotes, l'exercice de remorquage, d'autres services de port et la navigation dans les eaux intérieures qui sont exclusivement réservés aux nationaux.

L'assimilation des navires ainsi que de leur cargaison au pavillon national ne s'étend pas aux subventions et primes quelconques accordées ou qui pourraient être accordées à la marine marchande nationale.

Article 20.

La nationalité des bateaux et navires sera, de part et d'autre, admise d'après les documents et certificats délivrés à cet effet par les autorités compétentes des Etats respectifs, conformément aux lois et règlements de chaque pays.

Les certificats de jauge et autres documents relatifs à la jauge, délivrés d'après le système Moorsom, seront reconnus par l'Autre conformément aux arrangements spéciaux qui pourront être conclus entre les deux Parties Contractantes.

Article 21.

Les navires et bateaux battant pavillon de l'une des Parties Contractantes qui entrent dans un port de l'Autre à seul fin d'y compléter leur cargaison ou en débarquer une partie, pourront en se conformant aux lois et règlements des Etats respectifs, conserver à bord la partie de leur cargaison qui serait destinée à un autre port ou à un autre pays, et la réexporter, sans être tenus à payer pour cette dernière partie de leur cargaison aucun droit ou frais, sauf les droits de surveillance, lesquels d'ailleurs, ne pourront être perçus qu'au taux le plus bas fixé pour la navigation nationale.

Article 22.

En cas de naufrage, échouement, avarie en mer ou relâche forcée d'un bâtiment de l'une des deux Parties Contractantes dans les eaux de l'Autre, le bâtiment et sa cargaison jouiront des mêmes faveurs et immunités que les lois et règlements du pays respectif accordent, dans des circonstances analogues, aux bâtiments nationaux. Aide et assistance seront données dans la même mesure qu'aux nationaux, au capitaine, à l'équipage et aux passagers, tant pour eux-mêmes que pour le bâtiment et sa cargaison.

En ce qui concerne le droit de sauvetage il sera fait application de la législation du pays où le sauvetage a eu lieu.

Les marchandises sauvées d'un bâtiment échoué ou naufragé ne seront assujetties à aucun droit de douane à moins qu'elles ne soient introduites dans le pays pour la consommation intérieure.

Article 23.

Le traitement sur le pied d'égalité avec un Etat tiers ne sera pas applicable:

1) au traitement accordé ou qui pourrait être accordé ultérieurement par une des Parties Contractantes, dans le trafic frontalier avec les pays limitrophes dans une zone s'étendant des deux côtés de la frontière et ne dépassant pas 15 Kilomètres en général;

2) aux faveurs spéciales résultant d'une Union douanière;

3) aux avantages et faveurs spéciaux existant ou à établir dans l'avenir en matière de tarif douanier et généralement en toute autre matière commerciale entre la Turquie et les Pays détachés de l'Empire Ottoman en 1923;

4) aux avantages et faveurs que la Lettonie a accordés ou pourrait accorder à l'Estonie, à la Finlande, à la Lithuanie ou à l'Union des Républiques Soviétistes Socialistes.

Article 24.

La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Varsovie aussitôt que faire se pourra.

Elle entrera en vigueur un mois après la date de l'échange des ratifications et demeurera exécutoire jusqu'au terme de trois mois à compter du jour de sa dénonciation par l'une des Parties Contractantes.

En foi de quoi les Plénipotentiaires ont signé la présente Convention et y ont apposé leur sceau.

Fait à Angora en double expédition le 28 Mai 1928.

(Paraksts:) G. Albat.
(L. s.)

(Paraksts:) Mehmed Enis
(L. s.)

Numéro du tarif Letton	Liste A.	Désignation des marchandises
8, 4	Raisins secs
8, 5	Figues sèches
Ex 9	Olives
		1)
		2)
Ex 11, 4	Noix, Noisettes
11, 2	Amandes, Pistaches
Ex 13	Olives
15, 1	Safran
21, 1	Tabac en feuilles
Ex 39	Oeufs
Ex 62, 9	Racine de réglisse
Ex 87, 1, a	Gomme adragante
Ex 87, 4	Jaune d'oeuf
Ex 112, 9, a	Jus de réglisse
Ex 116	Opium
Ex 117, 1, a	Huile d'olive
Ex 124	Noix de galle, valloné
		1)
		2)
176, 1	Chiffons
Ex 179, 1	Cottons brut
Ex 180	Soie
		1) cocons
		4) soie brute
Ex 181, 1	Laine brute
Ex 203	Tapis en laine
		1)
		2)
		3)
Numéro du tarif Turc	Liste B.	Désignation des marchandises
Ex 31	Beurre:
		a) beurre frais, salé et fondu (pur ou mélangé avec d'autres graisses)
Ex 44	Conserves de poissons, dans des récipients hermétiquement fermés, y compris le poids de récipients
Ex 135	Autres huiles végétales non dénaturées et non dénommées ailleurs
Ex 178	Peaux tannées ou corroyées, savonnées:
		b) de veau et vachette grasses, couleur naturelle, noircies, colorées ou cirées, tétatine (teint ou non)
		c)
Ex 179	cuirs à semelle et cuirs à semelle factices
Ex 242	Papier à cigarettes:
		a) en feuilles
		Remarque: toute espèce de cet article est soumis au monopole d'Etat
Ex 282	Lins:
		a) bruts
		b) broyés, taillés, peignés
Ex 285	Fils de lin:
		a) écrus
		2 — autres
		b) blanchis, teints, imprimés ou lessivés
		2 — autres
358	Vêtements confectionnés et articles confectionnés en tissus, recouverts interfoliés ou imprégnés de caoutchouc
359	Galoches, bottines et bottes en caoutchouc
Ex 362	Linoléum
579	Céruse, minium, litharge, blanc de Zinc et autres couleurs métalliques
Ex 581	Bleu d'outre mer
Ex 590	Colle-forte:
		Colle animale

PROTOCOLE DE SIGNATURE.

Au moment de procéder à la signature de la présente Convention, les Plénipotentiaires sont convenus des dispositions suivantes:

Ad Article 3.

Le Plénipotentiaire de la République Lettone déclare au nom de Son Gouvernement que le bénéfice résultant de la clause de la nation la plus favorisée énoncée à l'Article 3 de la présente Convention ne pourra être invoqué en faveur des ressortissants lettons en ce qui concerne le respect du droit acquis reconnu par la Turquie en vertu de l'Article 4 de la Convention d'Etablissement conclue à Lausanne le 24 Juillet 1923 aux ressortissants des Etats qui l'ont signée.

Le présent Protocole fait partie intégrante de la présente Convention et entrera en vigueur en même temps que Celle-ci.

G. Albat.

Mehmed Enis.

Tulkojums.

Tirdzniecības un kuģniecības konvencija starp Latviju un Turciju.

Latvija no vienas puses un Turcija no otras puses, vēlēdamās pastiprināt draudzības saites, kas tik laimīgi pastāv starp abām zemēm, nokārtot viņu pilsoņu apmešanās noteikumus abās zemēs un attīstīt viņu saimnieciskos sakarus,

nolēmusās šai nolūkā noslēgt konvenciju un iecēlušas par saviem pilnvarotiem proti:

Latvijas Republikas Prezidents:

Hermani Albata kungu, Ārlietu ministrijas ģenerālsekretāru, un

Turcijas Republikas Prezidents:

Enis Bey kungu, valsts apakšsekretāru Ārlietu ministrijā,

kuŗi, uzrādījuši savas pilnvaras, kas atrastas labā un pienācīgā formā, vienojās par sekošiem noteikumiem:

Tirdzniecības un kuģniecības konvencija starp Latviju un Turciju.

I nodaļa.

Apmešanās uz dzīvi.

1. pants.

Katras līdzējas puses pilsoņi bauda otras puses teritorijā, ievērojot tur spēkā esošos likumus un rīkojumus, tiesību apmesties un uzturēties, nākt, iet un brīvi kustēties.

Katra līdzēja puse patur sev pilnu rīcības brīvību attiecībā uz imigrāciju, kā arī tiesību noliegt ar rīkojumiem, kas attiecas uz atsevišķām personām, iebraukšanu un uzturēšanos savā teritorijā publiskās drošības un kārtības iemeslu dēļ.

Attiecībā uz dažādām nodevām un nodokļiem, kas maksājami sakarā ar uzturēšanos vai apmešanos, abu līdzēju pušu pilsoņi bauda vislielāko labvēlību baudošās nācijas tiesības.

2. pants.

Katras līdzējas puses pilsoņiem, uz tiem pašiem noteikumiem kā vislielāko labvēlību baudošās nācijas pilsoņiem, otras puses teritorijā ir tiesība iegūt, valdīt un atsavināt visāda veida kustamas un nekustamas mantas, izņemot attiecīgā likumdošanā paredzētos gadījumus, piemērojoties zemes likumiem un rīkojumiem. Tie var, uz tiem pašiem noteikumiem, ar tiem brīvi rīkoties caur pirkšanu, pārdošanu, dāvināšanu, tiesību pārvešanu, laulību līgumu, testamentu, mantošanu pēc likuma vai ikuŗu citu veidu.

Tie nav padoti nevienā no augstāk minētiem gadījumiem citādiem vai augstākiem maksājumiem, nodevām vai nodokļiem, neatkarīgi no pēdējo nosaukuma kā tie, kas ievesti vai ko ievēdis pašu pilsoņiem.

3. pants.

Katras līdzējas valsts pilsoņiem, uz tiem pašiem noteikumiem kā vislielāko labvēlību baudošās nācijas pilsoņiem un piemērojoties zemes likumiem un rīkojumiem ir tiesība otras puses teritorijā piekopt visāda veida rūpniecību un tirdzniecību un nodoties ikuŗam amatam un profesijai, kuŗu piekopsana nav rezervēta pašu pilsoņiem.

4. pants.

Katras līdzējas puses pilsoņi nav padoti otras puses teritorijā attiecībā uz viņu personu, viņu mantām, tiesībām un interesēm, kā arī visāda veida tirdzniecības, rūpniecības, amata vai profesijas piekopsanu nekādam maksājumam, nodevai vai nodoklim, tiešam vai netiešam, citam vai augstākam kā tie, ko uzliks pašu valsts pilsoņiem.

Proti, tiem atļauts brīvi izvest par savu pārdoto mantu saņemto naudu un pašu mantu, ievērojot zemē spēkā esošos likumīgos noteikumus, un šai ziņā tiem kā ārzemniekiem neuzliks augstākus nodokļus, nodevas un maksājumus kā tie, ko maksātu pašu valstu pilsoņi.

5. pants.

Vienas līdzējas puses pilsoņi nav padoti otras puses teritorijā nekādam kara dienestam kā sauszemes, jūras un gaisa spēkos, tā arī nacionālā gvardijā vai milicijā, ne arī kādam pienākumam vai maksājumam, kas atvieto kara dienestu.

Viņi atsvabināti no ikuŗatra piespiedu aizņēnuma. Viņi padoti tikai tām militārām nodevām un rekvizīcijām, ko likumīgi uzliktu pašu valsts pilsoņiem.

6. pants.

Katras līdzējas puses pilsoņiem otras puses teritorijā varēs ekspropriet viņu mantas tikai likumīgi par publiski derīgiem atzītu iemeslu dēļ. Attiecībā uz atlīdzības izsniegšanu eksproprietēto mantu īpašniekiem, katra līdzēja puse, savas nacionālās likumdošanas robežās, piemēros vislielāko labvēlību baudošās nācijas tiesības.

7. pants.

Katras līdzējas puses pilsoņi bauda otras puses teritorijā, attiecībā uz viņu personas un viņu mantas likumīgo un tiesisko aizsardzību tās pašas tiesības kā pašu valsts pilsoņi.

Tāpēc viņiem brīvi un viegli pieejamas tiesas un viņi var tiesās uzstāties uz tiem pašiem noteikumiem kā pašu valsts pilsoņi, ievērojot nosacījumus, par cautio judicatum solvi un par bezmaksas tiesisko palīdzību, ko noteiks vietējā likumdošana līdz šo jautājumu nokārtošanai sevišķā konvencijā, ko abas puses turpmāk noslēgs.

8. pants.

Akciju sabiedrības, kooperatīvi un citas tirdznieciskas biedrības, rūpniecības, apdrošināšanas, sakaru un satiksmes sabiedrības ieskaitot, kuŗām mitekļis ir vienas līdzējas puses teritorijā un kas tur ir nodibinātas saskaņā ar šīs zemes likumiem, atzīstamas par likumīgām otras puses teritorijā, un var tur uzstāties tiesās, lai celtu prasības vai lai sevi aizstāvētu.

Pie vienas līdzējas puses piederošo sabiedrību un biedrību atzīšana neapver viņu pielaišanu nodibināties un darboties otras līdzējas puses teritorijā un, vispār, nepārtraukti izvest viņu statūtos paredzēto darbību.

Minēto sabiedrību pielaišana izvest otras līdzējas puses teritorijā viņu tirdzniecību un rūpniecību padota likumiem un rīkojumiem, kas attiecībā uz pielaišanas nodevām vai citiem maksājumiem ir, vai hūs spēkā minētā teritorijā.

Šīm sabiedrībām neuzliks smagākā veidā, kā līdzīgām pašu valsts sabiedrībām, vienlga kāda nosaukuma vai veida nodokļus, nodevas un maksājumus.

Šīs sabiedrības var, uz tiem pašiem nosacījumiem, kā vislielāko labvēlību baudošās nācijas sabiedrības un padoties zemes likumiem, iegūt visāda veida kustamas mantas. Katra līdzēja puse patur sev pilnu brīvību attiecībā uz nekustamu īpašumu iegūšanas atļaušanu minētām sabiedrībām; šīs atļaujas piešķiršanas gadījumā, iegūšanas formalitātes un noteikumi hūs tie, ko piemēro līdzīgām vislielāko labvēlību baudošās nācijas sabiedrībām.

9. pants.

Neviena no līdzējām pusēm nevar atsaukties uz priekšrocību, kas izriet no šīnī nodaļā izteiktās vislielākās labvēlības klauzulas, lai pieprasītu par labu saviem pilsoņiem, sabiedrībām, kooperatīviem citas vai plašākas tiesības kā tās, ko viņa vispār piešķir ārzemju pilsoņiem, sabiedrībām, kooperatīviem.

11 nodaļa.

Tirdzniecība un kuģniecība.

10. pants.

Zemes un rūpniecības ražojumi, kas cēlušies Turcijā un uzskaitīti še klāt pieliktā sarakstā A, bauda pie ievēšanas Latvijā minimālā tarifa priekšrocības.

Zemes un rūpniecības ražojumi, kas cēlušies Latvijā un uzskaitīti še klāt pieliktā sarakstā B, bauda pie ievēšanas Turcijā minimālā tarifa priekšrocības.

Zemes un rūpniecības ražojumi, kas cēlušies vienā no līdzējām zemēm un ko importē otrā, nav padoti vienlga kādiem nodokļiem, koeficientiem, taksēm un citiem maksājumiem augstākiem kā tie, kas piešķirti kādas trešās valsts tiem pašiem ražojumiem.

Tas pats attiecināms uz ievēšanas nodokļiem un citām nodevām un zemes un rūpniecības ražojumiem, ko izved no vienas līdzējas puses teritorijas uz otras puses teritoriju. Ar apiešanos ar kādu trešo valsti līdzīgas apiešanās nodrošināšana attiecas arī uz ievēšanas un izvešanas nodokļu iekasēšanas veidu, uz preču novietošanu muitas noliktavās, uz muitas nodevām un formalitātēm, uz apiešanos muitā ar ievēdamām, izvedamām un tranzitējamām precēm un to muitosanas kārtību.

11. pants.

Vienas līdzējas puses zemes un rūpniecības ražojumiem, pēc tam kad tie tranzitēti caur vienas vai vairāku trešo zemju teritorijām, neuzliks pie ievēšanas otras puses teritorijā citādus vai augstākus nodokļus un nodevas, kā ja tie būtu ievesti tieši no savas izcelšanās zemes.

12. pants.

Zemes un rūpniecības ražojumi, kas cēlušies vienā līdzējā pusē un kas ievesti otrā, tur baudīs attiecībā uz iekšējām, vienlga kāda nosaukuma maksājumiem, tās pašas priekšrocības, kas piešķirtas tiem pašiem kādas trešās zemes ražojumiem.

13. pants.

Lai nodrošinātu augstāk minēto noteikumu priekšrocības ražojumiem, kas cēlušies viņu attiecīgās zemēs, līdzējas puses var prasīt, lai viņu teritorijā ievētiem ražojumiem un precēm būtu līdz izcelšanās vietas apliecības, kas, attiecībā uz izejvielām, apliecina, ka tās cēlušās otrā zemē, un attiecībā uz fabrikātiem, ka vismaz pusi no to vērtības sastāda otrā zemē cēlušos materiālu vērtība, kā arī pārstrādāšanas izdevumi.

Izcelšanās apliecības izdod vai nu Saimniecības, Finanču un Lauksaimniecības departamenti, vai arī tirdzniecības kameras, pie kuŗām nosūtītājs piederīgs, vai ikuŗa cita iestāde vai apvienība, ko saņēmeja valsts atzinusi.

Pasta sūtījumus atsvabina no izcelšanās vietas apliecībām, ja saņēmeja valsts atzīst, ka sūtījumiem nav tirdznieciska rakstura.

14. pants.

Starp abu līdzēju pušu teritorijām pastāv savstarpēja tirdzniecības un kuģniecības brīvība. Tāpēc abas līdzējas puses vienojas netraucēt viņu savstarpējos tirdznieciskos sakarus ar ievēšanas vai izvešanas aizliegumiem vai ierobežojumiem, ja tikai to spēkā uzturēšana vai ievēšana nav pilnīgi nepieciešamas.

Gadījumā, ja viena no līdzējām pusēm piemērotu attiecībā uz preču ievēšanu un izvešanu aizliegumus un ierobežojumus, viņa piešķirs otrai pusei tās pašas tiesības, kas piešķirtas vai ko turpmāk piešķirs kādas trešās valsts precēm.

Šī panta nosacījumi nav piemērojami, ja ievēšanas vai izvešanas aizliegumus vai ierobežojumus ievēd vai uztur spēkā:

- 1) valsts drošības nodrošināšanai;
- 2) publiskai veselībai vai kā sanitārus vai profilaktiskus aizsargsoļus pret epizootijām un epifitijām;
- 3) valsts monopolu ievēšanai vai uzturēšanai;
- 4) attiecībā uz sēklām, kas, to izcelšanās dēļ, nav spējīgas attīstīties saņēmejā zemē.

15. pants.

Līdzējas puses apņemas savstarpēji piešķirt tranzītu, pa starptautiskam tranzītam vispiemērotākiem ceļiem, personām, bagāžai, precēm un visāda veida priekšmetiem, sūtījumiem, kuģiem, laivām, ratiem un vagoniem vai citiem transporta līdzekļiem, garantējot sev šai ziņā vislielāko labvēlību baudošās nācijas tiesības.

Visāda veida preces, kas iet cauri vienas līdzējas puses muitas teritorijai, ir tur atsvabinātas no ikuŗas muitas vai citādas nodevas izņemot uzraudzības, statistikas un citas pārvaldīšanas nodevas, taksēs un maksājumus.

Šī panta nosacījumi attiecas kā uz tieši tranzitējamām precēm, tā uz precēm, ko tranzitē pēc pārkraušanas, atkaliesaiņošanas vai uzglabāšanas.

Tomēr šo preču tranzīts ir garantēts saskaņā ar attiecīgiem muitas likumiem, lai novērstu to iekļūšanu zemē.

Ne no vienas līdzējas puses neprasis nodrošināt to personu tranzītu, kuŗām aizliegta ieeļošana viņu teritorijā.

Preču tranzītu var aizliēgt:

- a) publiskas un valsts drošības iemeslu dēļ;
 - b) veselības iemeslu dēļ, vai kā aizsargsoļi pret dzīvnieku un augu slimībām.
- Līdzējām pusēm ir tiesība spert vajadzīgos soļus, lai pārliecinātos, ka preces, un it sevišķi tās, kuŗām viņas teritorijā pastāv monopols, patiešām atrodas tranzītā.

16. pants.

Abas līdzējas puses sev savstarpēji garantē savās teritorijās vislielāko labvēlību baudošās nācijas tiesības attiecībā uz transporta cenām un veidu, piegādāšanas nosacījumiem, publiskām taksēm un maksājumiem uz attiecīgiem dzelzceļiem.

17. pants.

Zem vienas līdzējas puses flagas braucošie kuģi, kas iebrauc otras puses ūdeņos vai ostās ar balastu vai ar krāvu vai no turienes izbrauc, vienlga no kurienes tie nāktu vai uz kurieni tie brauktu, tur bauda, attiecībā uz visu, tās pašas tiesības, kā pašu valsts kuģi, un nav padoti nekādam nodevai vai taksēi, vienlga zem kāda nosaukuma, ko uzliē valsts, provinču, pašvaldību vai ikuŗas no valdības pielaiestas iestādes vārdā un tām par labu, citādi vai augstāki, kā tās, kas uzliktas vai ko uzliktu pašu valsts kuģiem.

18. pants.

Krāvas, vienlga no kurienes tās nāktu un uz kurieni tās ietu, nav padotas citādām vai augstākām nodevām un maksājumiem, un ar tām neapiesies citādi, kā ja tās būtu ievestas vai izvestas zem nacionālās flagas. Tāpat pasažieri un beidzamo bagāža bauda tādas pat tiesības, kā ja tie brauktu zem nacionālās flagas.

19. pants.

17. un 18. panta noteikumi neattiecas uz kabotāžu, zveju, loču amata izpildīšanu un loču lietošanu, nodarbošanos ar velkoņu izmantošanu, citiem ostu dienestiem un kuģniecību iekšējos ūdeņos, kas rezervēti tikai pašu valsts pilsoņiem.

Kuģu, kā arī to kravu pielīdzināšana nacionālai flagai neattiecas uz dažādiem pabalstiem un prēmijām, ko piešķirtu nacionālai tirdzniecības flotei.

20. pants.

Kuģu piederību viena un otra puse atzīst uz šai nolūkā no attiecīgās valsts piekritīgām iestādēm, saskaņā ar katras zemes likumiem un rīkojumiem, izdoto dokumentu un apliecinājumu pamata.

Kuģu mēru apliecināšanu un citus, uz kuģu mēru attiecošos dokumentus, kas izsniegti pēc Moorsoma sistēmas, otra puse atzīst saskaņā ar sevišķu vienošanos, ko šai nolūkā noslēgs abas līdzējas puses.

21. pants.

Kuģi, kas brauc zem vienas līdzējas puses flagas un iegriežas kādā otras puses ostā, tikai lai papildinātu savu kravu vai lai izkrautu tās daļu, var, piemērojoties attiecīgo valstu likumiem un rīkojumiem, paturēt to savas kravu daļu, kas lemta kādai citai ostai vai kādai citai zemei, un to atkal izvest, bez kā tiem liktu maksāt par šo beidzamo savas kravu daļu kādu nodevu vai taksu, izņemot uzraudzības nodevas, ko, starp citu, var ņemt tikai pēc nacionālai kuģniecībai viszemāk noteiktām likmēm.

22. pants.

Gadījumos, ja kāds vienas līdzējas puses kuģis otras puses ūdeņos nogrimst, izskrien uz sēkļa, cieš avāriju vai piespiests iebraukt ostā, tas un tā krava bauda tās pašas labvēlības un immunitātes, ko attiecīgās zemes likumi un rīkojumi līdzīgos apstākļos piešķir nacionāliem kuģiem. Kapteinim, kuģa ļaudīm un pasažieriem kā viņiem pašiem, tā kuģiem un tā kravai, sniegs palīdzību un atbalstu tādā pat mērā kā pašu valsts pilsoņiem.

Attiecībā uz glābšanas tiesībām piemērojama tās valsts likumdošana, kur glābšana notikuse.

No kāda sēkli uzskrēja vai nogrimuša kuģa izglābtām precēm neuzliks nekādu muitas nodokli, ja tikai tās netiek ievestas zemē iekšējam patēriņam.

23. pants.

Apiešanās līdzīgi ar kādu trešo valsti nav piemērojama:

1) tiesībām, ko viena līdzēja puse piešķirusi vai turpmāk piešķirs pierobežas tirdzniecībā ar kaimiņvalstīm, abpus robežas esošā joslā, kas parasti nepārsniedz 15 kilometrus;

2) sevišķām labvēlībām, kas izriet no muitas apvienības;

3) jau pastāvošām vai nākotnē nodibināmām priekšrocībām un labvēlībām attiecībā uz muitas tarifu un vispār ikuŗā citā tirdzniecības lietā starp Turciju un no Ottomāņu Imperijas 1923. gadā atdalītām zemēm;

4) uz labvēlībām un priekšrocībām, ko Latvija piešķirusi vai piešķirtu Igaunijai, Somijai, Lietuvai un Padomju Sociālistisko Republiku Savienībai.

24. pants.

Ši konvencija ratificējama un ratifikācijas dokumenti apmaināmi Varšavā cik drīz iespējams.

Tā stājas spēkā mēnesi pēc ratifikācijas dokumentu apmaiņas dienas un paliek izpildāma līdz triju mēnešu notecēšanai, skaitot no dienas, kad viena līdzēja puse to uzteikusi.

Šo apliecinot, pilnvarotie parakstīja šo konvenciju un piespieda tai savus zīmogus.

Sastādīts Angorā, divos oriģinālos, 1928. gada 28. maijā.

(paraksts) G. Albat.
(Z. v.)

(paraksts) Mehmed Enis
(Z. v.)

Latvijas tarifa numurs	Saraksts A.	Preču nosaukums
8,4		Rozīnes
8,5		Žāvētas viģes
Ex 9		Olīvas
		1)
		2)
Ex 11, 1		Valrieksti, rieksti
11, 2		Mandeles, pistācijas
Ex 13		Olīvas
15, 1		Safrans
21, 1		Tabaka lapās
Ex 39		Olas
Ex 62, 9		Saldkoka sakne
Ex 87, 1, a		Akaroida gumijas
Ex 87, 4		Oldzeltensums
Ex 112, 9, a		Saldkoka sula
Ex 116		Opijs
Ex 117, 1, a		Olivu eļļa
Ex 124		Gallāboli, quercus vallonea
		1)
		2)
176, 1		Lupatas
Ex 179, 1		Neapstrādāta kokvilna
Ex 180		Zīds
		1) kokoni
		4) jēlzīds
Ex 181, 1		Jēlvilna
Ex 203		Vilnas tepiķi
		1)
		2)
		3)

Turcijas tarifa numurs	Saraksts B.	Preču nosaukums
Ex 31		Sviests:
		a) svaigs, sālīts un kausēts (tīrs vai maisīts ar citām taukvielām)
Ex 44		Zivju konservi, hermetiski slēgtos traukos, trauku svaru ieskaitot
Ex 135		Citas nēdenaturētas un citur neatzīmētas augu eļļas
Ex 178		Mītas un citādi apstrādātas ādas:
		b) taukotas teļa un jaungovju, dabiskā krāsā, melnas, krāsotas vai vaskotas, teletins (krāsots vai nekrāsots)
		c)
Ex 179		Zoļādas un mākslīgas zoļādas
Ex 242		Cigaretu papīrs
		a) loksnes
		Piezīme. Visi šāda veida ražojumi padoti valsts monopolam.

Ex 282

Ex 285

358

Ex 359

Ex 362

Ex 379

Ex 581

Ex 590

Lini:

a) neapstrādāti
b) lauži, kulstīti, sukāti

Lini dzijas:

a) neapstrādātas
2 — citas
b) balinātas, krāsotas, ar nospiedumiem vai skalotas
2 — citas

Gatavi uzvalki un ar gumiju pārklātiem, interfoliētiem vai imprignētiem audumiem pagatavotas preces

Gumijas galošas un gumijas apavi

Linoleums

Svina baltums, miniums, litharge,

cinka baltums un citas metāla krāsas

Aizjūras zilums

Stiprā lime:

Dzīvnieku lime

Parakstīšanas protokols.

Parakstot šo konvenciju, pilnvarotie vienojās par sekošiem noteikumiem:

Pie 3. panta.

Latvijas Republikas pilnvarotais deklarē savas valdības vārdā, ka no šīs konvencijas 3. pantā izteiktās vislielāko labvēlību baudošās nācijas klauzulas izrietošās priekšrocības nevar pieprasīt Latvijas pilsoņiem par labu attiecībā uz iegūtās tiesības ieviešanu, ko Turcija atzinusi to valstu pilsoņiem, kas parakstījušas 1923. gada 24. jūlijā Lozannā noslēgto Apmešanās konvenciju ar šīs konvencijas 4. pantu.

Šis protokols ir šīs konvencijas pilnīga sastāvdaļa un stāties spēkā vienā laikā ar to.

(paraksts) G. Albat.

(paraksts) Mehmed Enis.

Konvencijas un parakstīšanas protokola tulkojuma teksts pieņemts Saeimas 1928. g. 21. decembra plenārsēdē.

J. Breikšs,
Saeimas sekretārs.

Saeima ir pieņēmusi un Valsts Prezidents izsludina šādu likumu:

LIKUMS

par

pagaidu tirdzniecības vienošanos starp Latviju un Bulgariju.

1. 1928. gada 22. jūnijā, Sofijā, starp Latviju un Bulgariju noslēgtā pagaidu tirdzniecības vienošanās ar šo likumu pieņemta un apstiprināta.

2. Likums stājas spēkā izsludināšanas dienā. Līdz ar likumu izsludināma arī 1. pantā minētā pagaidu vienošanās.

3. Pagaidu vienošanās stājas spēkā, saskaņā ar tās 4. punkta noteikumiem, septiņā dienā, skaitot no dienas, kad tās ratificēšanu no Latvijas parlamenta notificēs Bulgārijas valdībai.

Rīgā, 1929. g. 4. janvārī.

Valsts Prezidents G. Zemgals.

Legation de Lettonie
en Bulgarie.

Sofia, le 22 Juin 1928.

Monsieur le Ministre,

1) Nos Gouvernements respectifs ayant l'intention d'établir des relations commerciales intimes entre la Lettonie et la Bulgarie, j'ai l'honneur de faire savoir à Votre Excellence qu'à condition de réciprocité les ressortissants bulgares, leurs navires et les produits du sol et de l'industrie originaires de Bulgarie jouiront sur le territoire letton d'un traitement à tous les égards au moins aussi favorable que celui qui est accordé aux ressortissants, aux navires et aux produits et objets de fabrication du pays étranger le plus favorisé. Ce traitement est accordé dans toutes les affaires de commerce et de navigation à l'égard de l'importation, de l'exportation et du transit et, en général, dans tout ce qui concerne les droits et formalités de douane et les opérations commerciales des ressortissants bulgares, leur accès à s'établir sur le territoire letton, d'y acquérir et d'y posséder toute sorte de biens, d'y faire le commerce, l'industrie et exercer d'autres professions.

2) Le Gouvernement letton s'engage à accorder la liberté du transit pour les personnes, les marchandises, les navires et bateaux, les voitures et wagons, venant de ou allant à la Bulgarie, qui passent en transit le territoire letton, en conformité avec les dispositions de la „Convention et Statut sur la liberté du Transit“ signé à Barcelone le 20 avril 1921, dont les deux Parties sont adhérentes.

3) La Bulgarie ne pourra, par suite des dispositions précitées, exiger les faveurs que la Lettonie a accordées ou accordera à l'avenir à l'Estonie, à la Finlande, à la Lithuanie ou à l'Union des R. S. S.; aux pays limitrophes dans le trafic frontalier ou à ceux qui seront liés avec la Lettonie par des traités d'union douanière (ou économique), tant que ces avantages ne seront pas accordés à un tiers Etat non cité ci-dessus.

La Lettonie de son côté ne pourra, par suite des dispositions précitées, exiger les faveurs que la Bulgarie a accordées ou accordera à l'avenir aux pays limitrophes dans le trafic frontalier, ni celles qu'elle accordera aux pays qui seront liés à elle par un traité d'union douanière.

4) L'Arrangement provisoire précité entrera en vigueur le septième jour à partir de la date où sa ratification par le Parlement letton sera notifiée au Gouvernement de la Bulgarie et restera en vigueur jusqu'à ce qu'il soit dénoncé par l'une des Parties avec un préavis d'un mois ou remplacé par un traité de commerce.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

P. Seya.

Son Excellence
Monsieur A. D. Bouroff,
Ministre des Affaires
Etrangères et des Cultes,
Sofia.

Ministère
des Affaires Étrangères
et des Cultes
N° 3497-II

Sofia, le 22 Juin 1928.

Monsieur le Ministre,

1) Nos Gouvernements respectifs ayant l'intention d'établir des relations commerciales intimes entre la Bulgarie et la Lettonie, j'ai l'honneur de faire savoir à Votre Excellence qu'à condition de réciprocité les ressortissants lettons, leurs navires et les produits du sol et de l'industrie originaires de Lettonie jouiront sur le territoire bulgare d'un traitement à tous les égards au moins aussi favorable que celui qui est accordé aux ressortissants, aux navires et aux produits et objets de fabrication du pays étranger le plus favorisé. Ce traitement est accordé dans toutes les affaires de commerce et de navigation à l'égard de l'importation, de l'exportation et du transit et, en général, dans tout ce qui concerne les droits et formalités de douane et les opérations commerciales des ressortissants lettons, leur accès à s'établir sur le territoire bulgare, d'y acquérir et d'y posséder toute sorte de biens, d'y faire le commerce, l'industrie et exercer d'autres professions.

2) Le Gouvernement Bulgare s'engage à accorder la liberté du transit pour les personnes, les marchandises, les navires et bateaux, les voitures et wagons, venant de ou allant à la Lettonie, qui passent en transit le territoire bulgare, en conformité avec les dispositions de la „Convention et Statut sur la liberté du Transit“ signé à Barcelone le 20 avril 1921, dont les deux Parties sont adhérentes.

3) La Lettonie ne pourra, par suite des dispositions précitées, exiger les faveurs que la Bulgarie a accordées ou accordera à l'avenir aux pays limitrophes dans le trafic frontalier, ni celles qu'elle accordera aux pays qui seront liés à elle par un traité d'union douanière.

La Bulgarie de son côté ne pourra, par suite des dispositions précitées, exiger les faveurs que la Lettonie a accordées ou accordera à l'avenir à l'Estonie, à la Finlande, à la Lithuanie ou à l'Union des R. S. S.; aux pays limitrophes dans le trafic frontalier ou à ceux qui seront liés avec la Lettonie par des traités d'union douanière (ou économique), tant que ces avantages ne seront pas accordés à un tiers Etat non cité ci-dessus.

4) L'Arrangement provisoire précité entrera en vigueur le septième jour à partir de la date où sa ratification par le Parlement letton sera notifiée au Gouvernement de la Bulgarie et restera en vigueur jusqu'à ce qu'il soit dénoncé par l'une des Parties avec préavis d'un mois ou remplacé par un traité de commerce.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

A. D. Bourouff.

Son Excellence
Monsieur Pierre Seya,
Envoyé Extraordinaire et Ministre
Plénipotentiaire de Lettonie,
Sofia.

Latvijas sūtniecība
Bulgarijā.

Tulkojums.

Sofijā, 1928. gada 22. jūnijā.

Augsti godātais ministra kungs!

1) Tā kā mūsu attiecīgām valdībām ir nodoms nodibināt ciešus tirdzniecības sakarus starp Latviju un Bulgariju, pagodinot darīt zināmu Jūsu Ekselencei, ka uz reciprocitātes pamata, bulgaru pilsoņi, viņu kuģi un zemes un rūpniecības ražojumi, kas cēlušies Bulgarijā, baudīs Latvijas teritorijā, attiecībā uz visu, mazākais tikpat labvēlīgas tiesības, kā tās, kas piešķirtas vislielāko labvēlību baudošās ārvalsts pilsoņiem, kuģiem un ražojumiem un priekšmetiem, kas tajā pagatavoti. Šīs tiesības piešķirtas visās tirdzniecības un kuģniecības lietās attiecībā uz muitas nodevām un formalitātēm un uz bulgaru pilsoņu tirdznieciskiem darījumiem, viņu pielaišanu apmesties uz dzīvi Latvijas teritorijā, tur iegūt un valdīt visāda veida mantu, nodarboties ar tirdzniecību, rūpniecību un citām profesijām.

2) Latvijas valdība apņemas piešķirt tranzīta brīvību personām, precēm, kuģiem, ratiem un vagoniem, kas nāk no — vai iet uz Bulgariju un kas iet tranzītā caur Latvijas teritoriju, saskaņā ar 1921. gada 20. aprīli Barcelonā parakstītās „Konvencijas un Statūtu par tranzīta brīvību“ noteikumiem, kurai abas puses ir pievienojušās.

3) Bulgarija nevar, pamatojoties uz augstāk minētiem noteikumiem, pieprasīt labvēlību, ko Latvija piešķirusi vai turpmāk piešķirs Igaunijai, Somijai, Lietuvai vai P.S.R. Savienībai; robežvalstīm pierobežas tirdzniecībā vai tām valstīm, kas saistītas ar Latviju ar muitas (vai saimnieciskas) savienības līgumiem, kamēr šis priekšrocības nepiešķirs kādai trešai, augstāk minētai valstij. Latvija no savas puses nevar, pamatojoties uz augstāk minētiem noteikumiem, pieprasīt labvēlību, ko Bulgarija piešķirusi vai turpmāk piešķirs robežvalstīm pierobežas tirdzniecībā, ne to, ko viņa piešķirs zemēm, kas ar viņu saistītas ar muitas savienības līgumu.

4) Augstāk minētā pagaidu vienošanās stājas spēkā septītā dienā skaitot no dienas, kad tās ratificēšanu no Latvijas Parlamenta notificēs Bulgarijas valdībai, un paliks spēkā līdz tam, kamēr viena no pusēm to neuzteiks, mēnesi iepriekš par to paziņojot, vai kamēr to neatvieto ar tirdzniecības līgumu.

Lūdzu saņemt, augsti godātais ministra kungs, manas augstas cieņas apliecinājumu.

(paraksts) P. Sēja.

Viņa Ekselencei
A. D. Bourouff kungam,
Ārlietu un Kultu ministriņš,
Sofijā.

Tulkojums.

Ārlietu un Kultu
ministriņa
N° 3497-II.

Sofijā, 1928. gada 22. jūnijā.

Augsti godātais ministra kungs!

1) Tā kā mūsu attiecīgām valdībām ir nodoms nodibināt ciešus tirdznieciskus sakarus starp Bulgariju un Latviju, pagodinot darīt zināmu Jūsu Ekselencei, ka uz reciprocitātes pamata, Latvijas pilsoņi, viņu kuģi un zemes un rūpniecības ražojumi, kas cēlušies Latvijā, baudīs Bulgarijas teritorijā, attiecībā uz visu, mazākais tikpat labvēlīgas tiesības, kā tās, kas piešķirtas vislielāko labvēlību baudošās ārvalsts pilsoņiem, kuģiem un ražojumiem, un priekšmetiem, kas tajā pagatavoti. Šīs tiesības piešķirtas visās tirdzniecības un kuģniecības lietās attiecībā uz muitas nodevām un formalitātēm un uz Latvijas pilsoņu tirdznieciskiem darījumiem, viņu pielaišanu apmesties uz dzīvi Bulgarijas teritorijā, tur iegūt un valdīt visāda veida mantu, nodarboties ar tirdzniecību, rūpniecību un citām profesijām.

2) Bulgarijas valdība apņemas piešķirt tranzīta brīvību personām, precēm, kuģiem, ratiem un vagoniem, kas nāk no — vai iet uz Latviju un kas iet tranzītā caur Bulgarijas teritoriju, saskaņā ar 1921. gada 20. aprīli Barcelonā parakstītās „Konvencijas un Statūtu par tranzīta brīvību“ noteikumiem, kurai abas puses ir pievienojušās.

3) Latvija nevar, pamatojoties uz augstāk minētiem noteikumiem, pieprasīt labvēlību, ko Bulgarija piešķirusi vai turpmāk piešķirs robežvalstīm pierobežas tirdzniecībā, ne to, ko viņa piešķirs zemēm, kas ar viņu saistītas ar muitas savienības līgumu.

Bulgarija no savas puses nevar, pamatojoties uz augstāk minētiem noteikumiem, pieprasīt labvēlību, ko Latvija piešķirusi vai turpmāk piešķirs Igaunijai, Somijai, Lietuvai vai P.S.R. Savienībai; robežvalstīm pierobežas tirdzniecībā vai tām valstīm, kas saistītas ar Latviju ar muitas (vai saimnieciskas) savienības līgumiem, kamēr šis priekšrocības nepiešķirs kādai trešai, augstāk minētai, valstij.

4) Augstāk minētā pagaidu vienošanās stājas spēkā septītā dienā skaitot no dienas, kad tās ratificēšanu no Latvijas Parlamenta notificēs Bulgarijas valdībai, un paliks spēkā līdz tam, kamēr viena no pusēm to neuzteiks, mēnesi iepriekš par to paziņojot, vai kamēr to neatvieto ar tirdzniecības līgumu.

Lūdzu saņemt, augsti godātais ministra kungs, manas augstas cieņas apliecinājumu.

(paraksts) A. D. Bourouff.

Viņa Ekselencei
Pēterim Sējas kungam,
Latvijas ārkārtējam sūtnim un
pilnvarotam ministriņš,
Sofijā.

Pagaidu vienošanās tulkojuma teksts pieņemts Saeimas 1928. g. 21. decembra plenārsēdē.

J. Breikšs,
Saeimas sekretārs.

Valsts Prezidenta pavēle armijai un flotei

1929. g. 4. janvāri.

Nr. 353.

§ 1.

Paaugstinu par izdienu kapteiņa dienesta pakāpē 5. Cēsu kājnieku pulka virsleitnantu Kārli Viksni, skaitot no 1922. g. 14. janvāra.

§ 2.

Ieceļu par Kara virstiesas locekļiem uz nākošiem 6 mēnešiem: Artilērijas inspektora palīgu ģenerāli Vācieti un 6. Rīgas kājnieku pulka komandieri pulkvedi Kārklīņu, bet par locekļi-substitūtu — Virsnieku kursu priekšnieku pulkvedi Bubindus.

Valsts Prezidents G. Zemgais.
Kara ministris A. Ozols.

Valdības rīkojumi un pavēles.

Apstiprinu.

1928. g. 29. decembrī.

Satiksmes ministris Fr. Ozoliņš.

Rīkojums Nr. 551.

Ar Skrundas - lauku stacijas slēgšanu un šīs stacijas operāciju pārvešanu uz krievu platuma ceļa Skrundas staciju, pēdējā attiecībā uz preču kantoņu, noliktavu un pagalmu atvēršanu preču pieņemšanai un izdošanai pārskaitīta no II grupas — I grupā.

Bez tam Paplakas stacija pārskaitīta no II grupas — III grupā.

Sakarā ar to, š. g. „Valdības Vēstnesī“ Nr. 196 publicētos noteikumos Nr. 342, par preču pārvešanu pa dzelzceļiem, II grupas staciju sarakstā striepjami zem kārtas Nr. 26, 36-a un 37 ierakstītie staciju nosaukumi „Paplaka“, „Skrunda“ un „Skrunda - lauku“, bet III grupas (valsts dzelzceļu) staciju sarakstā zem kārtas Nr. 34-a ierakstāms nosaukums „Paplaka“.

Šis rīkojums spēkā ar 1929. g. 1. janvāri.

Dzelzceļu galvenais direktors A. Rode.
Finanču direktors Mazkalniņš.
Ekspluatācijas direktors R. Garsels.

Rīkojums Nr. 1

1929. g. 2. janvāri.

Sakarā ar Skrundas - lauku stacijas slēgšanu, Skrundas stacijas (K platuma) pārskaitīšanu no II grupas I grupā un Paplakas stacijas pārskaitīšanu no II grupas — III grupā, uzdodu 1927. g. „Dzelzceļu Vēstnesī“ Nr. 37 un „Vald. Vēstn.“ Nr. 221 publicētā rīkojumā Nr. 398 ieviest sekošas pārmaiņas:

Rīkojums Nr. 391

1928. g. 29. decembrī.

Rīkojuma Nr. 186 28. g. „Ievedumtas atmaksa par kokvilnas audumiem, kas izlietoti eksportētā veļas izgatavošanai“ (izslud. 1928. g. „Valdības Vēstnesī“ 131. numurā) pārmaiņas:

Rīkojums Nr. 186 28. g. izteikt šādi:

Ievedumtas atmaksa par audumiem, kas izlietoti eksportētās veļas izgatavošanai.

1. Par eksportētās kokvilnas, lina, zīda un puszīda veļas izgatavošanai izlietotiem audumiem atmaksājama ievedmuita, skaitot uz katru eksportēto 1 kg

a) nestērķelētas veļas 1 kg audumu

b) stērķelētas veļas (krekli ar stērķelētām aprocēm, krūtīm,

kā arī atsevišķas stērķelētas aproces un taml.) 0,95 „

1) zem kārtas Nr. 151-a ierakstītās Skrundas stacijas grupas apzīmējumā „II“ vietā ierakstīt „I“; pretim minētās stacijas nosaukumam 4. iedalē „pasāžieru un parastā ātruma preču pieņemšanai un izdošanai“ striepot ierakstījumu „9—12 un 14—17“ un pēdējā vietā ierakstīt „8—16 ar pusdienas pārtraukumu no plkst. 12—13“;

2) zem kārtas Nr. 152 esošo stacijas nosaukumu „Skrunda-lauku“ dzēst ar visiem uz pēdējo attiecošajiem ierakstījumiem 3. un 4. iedalēs;

3) zem kārtas Nr. 112 ierakstītās Paplakas stacijas grupas apzīmējumu „II“ vietā ierakstīt „III“ un pretim šīs stacijas nosaukumam 4. iedalē esošā cipara „14“ vietā ierakstīt „16“.

Rīkojums spēkā ar 1929. g. 1. janvāri.

Dzelzceļu galvenais direktors A. Rode.
Finanču direktors Mazkalniņš.

Ekspluatācijas direktors R. Garsels.

Rīkojums Nr. 393

1928. g. 29. decembrī.

Liepājas korķu un linoleuma akciju sabiedrībai piešķirto brīvteritorijas tiesību attiecināšana uz Liepājas linoleuma fabriku akciju sabiedrību.

1. Sakarā ar Liepājas korķu un linoleuma fabriku akciju sabiedrības pārdēšanu par „Liepājas linoleuma fabriku akciju sabiedrību“ nosaku, ka „Liepājas korķu un linoleuma fabriku akciju sabiedrībai“ piešķirtās tiesības, darboties uz „likumā par brīvteritorijas tiesību piešķiršanu rūpniecības uzņēmumiem, kuri ražo eksportam“ paredzēto atvieglojumu pamata (1924. g. „Vald. Vēstn.“ 260. num.) sākot ar 1929. g. 1. janvāri attiecināmas uz „Liepājas linoleuma fabriku akciju sabiedrību“.

Rīkojums Nr. 169-26. g. „Preču un materiālu saraksts, kurus Liepājas korķu un linoleuma akciju sabiedrībai atļauts saņemt bez muitas un akcizes un 1926. g. 1. oktobra rīkojuma piemērošana minētā fabrikā (izslud. 1926. g. „Vald. Vēstn.“ 231. num.), kā arī minētā rīkojuma pārmaiņas (rik. Nr. 119 28. g., izslud. 1928. g. „Vald. Vēstn.“ 92. num.) ar papildinājumiem (izslud. 1928. g. „Vald. Vēstn.“ 163. un 284. num.) attiecināms uz „Liepājas linoleuma fabriku akciju sabiedrību“.

3. Liepājas linoleuma fabriku akciju sabiedrībai jāsedz visas prasības, kādas mūžai varētu celties pret „Liepājas korķu un linoleuma fabriku akciju sabiedrību“ un kurās pēdējā nebūtu nokārtoti līdz 1929. g. 1. janvārim.

Finanču ministra b. J. Bokalders.
Muitas departamenta direktors
E. Dundurs.

2. Ievedmuita atmaksājama arī tādos gadījumos, ja tiek izvesta nepilnīgi izstrādāta veļa, t. i. veļas piegriezumi, skaitot uz katru eksportēto 1 kg piegriezumu (nestērķelētu) 1 kg audumu.

3. Ievedmuita (1. un 2. p.) atmaksājama:

- par kokvilnas audumiem pēc 187. p. 1. pkta, vai 188. p. 1. pkta attiecīgiem iedalījumiem,
- linu audumiem pēc 193. p.,
- zīda „ „ pēc 195. p. 1. pkta attiecīgā iedalījuma,
- puszīda „ „ 197. p. 1. pkta.

4. No audumiem, kas ievesti veļas izgatavošanai, muita, uz ievēdēja lūguma pamata, noņem paraugus un nogādā tos valsts saimniecības departamenta rūpniecības nodaļai, kas izdod apliecību, ka audumus lieto veļas izgatavošanai. Apliecība, kopā ar paraugiem, nododama atpakaļ muitai, kuŗa to apzīmogo ar savu zīmogu un pievieno attiecīgā ievēdmuitas kvītei, atzīmējot apliecībā, kvītes, uz kuŗu apliecība attiecas, numuru un datumu.

5. Ievedmuita par audumiem atmaksājama tikai tad, ja tai tiek iesniegtas kvītes ar iepriekšējā (4.) pantā paredzētiem paraugiem un apliecībām.

6. Izvedpreču pieteikumā izvedējam jāuzrāda arī eksportētās veļas apzīmējums (kokvilnas, zīda, st. rķelēta, vai nestērķelēta u. t. t.), katras atsevišķas šķiras daudzums un pēc kāda ievēdmuitas tarifa panta, punkta un burta iestrādātie audumi nomuitoti.

7. Eksperts pārbauda eksportējamo veļu, salīdzinot, vai audumu paraugi (4. p.) saskan ar audumiem, un vai pieteikumā uzrādītie dati tiešām atbilst eksportējamajai partijai.

8. Šie noteikumi attiecas uz 1 Rīgas tvaika veļas fabriku, īpaši, tirdzu, un rūpn. a s „Ph. Gutmann“.

Finanču ministra b. J. Bokalders.

Muitas departamenta direktors E. Dundurs.

Rikojums № 392

1928. g. 29. decembrī.

Papildinājums pie noteikumiem „Ievēdmuitas atmaksas par eksportējamo preču ražošanai izlietotām ārzemju izejvielām (izslud. „Vald. Vēstn.“ 1927. g. 125., 1928. g. 14., 125., 178. un 269. num.).

Ievēdmuitas atmaksas cepuru fabrikai „J. Bujanovers“ par izejmateriāliem, kas izlietoti eksportēto cepuru izgatavošanai.

1. Cepuru fabrikai „J. Bujanovers“ atmaksājama ievēdmuita par izejmateriāliem, kas izlietoti eksportēto cepuru izgatavošanai. Izejmateriāli un daudzums, par kādu atmaksājama ievēdmuita uz katrām izvestiem 100 gab. cepuru, uzrādīts zemāk pievestā tabulā.

Daudzums kilogramos.

Izejvielu nosaukums un tarifa iedalījums	Žokeja cepures		Sporta cepures	
	Ar kokvilnas oderi	Ar puszīda oderi	Ar kokvilnas oderi	Ar puszīda oderi
Vilnas audums virsdrēbei pēc 199. p. 1b. pkta	5,50	5,50	5,50	5,50
Kokvilnas audums oderi pēc 188. p. 1a. pkta	1,10	—	1,10	—
Puszīda audums oderi pēc 197. p. 1. pkta	—	1,10	—	1,10
Ādas piegriezumi iešuvumiem pēc 55. p. 5. pkta plus 20%	0,70	0,70	0,70	0,70
Ādas izstrādājumi (nags) pēc 57. p. 5a. pkta	—	—	2,40	2,40
Puszīda lentas pēc 197. p. 2. pkta	—	—	0,20	0,20

Piezīme. Ievēdmuitas atmaksai par kokvilnas oderdrēbi pieņemamas arī ievēdmuitas kvītes pēc 188. p. 2-a. pkta, atmaksājot tomēr ievēdmuitu pēc 188. p. 1-a. pktā noteiktās likmes.

2. No 1. p. minētiem izejmateriāliem, kas ievesti cepuru izgatavošanai, muita uz ievēdēja lūguma pamata, noņem paraugus un nogādā tos valsts saimniecības departamenta rūpniecības nodaļai, kas izdod apliecību, ka materiālus lieto cepuru izgatavošanai. Apliecība kopā ar paraugiem nododama muitai, kuŗa to apzīmogo ar savu zīmogu un pievieno ievēdmuitas kvītem, atzīmējot apliecībā kvītes numuru un datumu, uz kuŗa apliecība attiecas. Kvītes par nomuitotiem kokvilnas un vilnas audumiem uzrādāms arī 1 kv. metra audumu svars.

3. Ievēdmuitas atmaksai par materiāliem, kas iestrādāti eksportētās cepurēs, pieņemamas tikai tādas kvītes, kuŗām pievienotas šī rikojuma 2. p. minētās apliecības ar paraugiem un ja pēc attiecīgām kvītēm nomuitotais kokvilnas un vilnas audumu svars nav mazāks par zemāk uzrādīto:

Vilnas audumu svars

žokeja cepurēm 250 gr. — 1 kv. metrā,
sporta cepurēm — 300 gr 1 kv. metrā.

Kokvilnas audumu svars

žokeja cepurēm — 60 gr 1 kv. metrā,
sporta cepurēm — 69 gr 1 kv. metrā.

4. Izvedpreču pieteikumā izvedējam jāuzrāda eksportēto cepuru nosaukums, saskaņā ar 1. p. iedalījumu, kā arī katras atsevišķas cepuru šķiras gabalu skaits.

5. Eksperts pārbauda un attestē eksportējamās cepures pēc 4. p. minētā pieteikuma, raugoties stingri uz to, vai eksportējamās cepures tiešām saskan ar pieteikumā uzdotiem datiem.

Finanču ministra b. J. Bokalders.

Muitas departamenta direktors E. Dundurs.

Rikojums № 390

1928. g. 29. decembrī.

Ievēdmuitas tarifā neminēto preču muietošana, saskaņā ar muietas tarifu vispārējo noteikumu 10. pantu*).

I. Preču saraksts:

102. Elektriskas metināšanas mašīnas	167. p. 1a. pkts.
103. Termos pudeles ar vienkāršu materiālu pievienojumu	77. p. 1c. pkts.
104. Sauszemes bagarmašīnas	167. p. 1a. pkts.
105. Calcium lacticum	104. p. 2. pkts.
106. Bimsteina galodas	71. p. pkts attiecīgais burts.
107. Kožlājamā gumija	24. p. 1. pkts.
108. Mākslīgas stikla puķes, arī ar vienkāršu materiālu pievienojumu	215. p. 2a. pkts.
109. Ceļmu laužamās mašīnas	167. p. 4b. pkts.

2. Šis rikojums stājas spēkā izsludināšanas dienā.

Pamats: Muietas tarifu vispārējo noteikumu 10. pants.

Finanču ministra b. J. Bokalders.

Muitas departamenta direktors E. Dundurs.

* Skat. 1928. g. „Vald. Vēstn.“ 279. numurā.

Valdības darbība.

Ministru kabineta sēde

1929. g. 3. janvārī.

1. Pieņem papildinājumu noteikumos par vienreizēju pabalstu valsts darbiniekiem un nolemj to izdot pārvaldes kārtībā.

2. Ieceļ Saeimas deputātu J. Hānu par locekli Latvijas delegācijas vispārējā jauktā komisijā.

3. Apspriež valsts budžetu 1929./1930. gadam.

Valdības vietējo iestāžu rikojumi.

Sludinājums.

Saskaņā ar karaklausības lik. 5., 13. un 67. pantu un kara ministra 1928. g. 5. decembra rikojumu № 3655/Go, uz iesaukšanu jāierodas: a) 1907. gadā no 1. jūlija līdz 31. decembrim un 1908. gadā no 1. janvāra līdz 31. martam ieskaitot dzimušiem pilsoņiem un tiem agrākos gados dzimušiem pilsoņiem, kas ievesti 1929. g. iesaukšanas sarakstos; b) personām, kas nav sasniegušas iesaukšanas vecumu, bet vēlas iestāties kara dienestā brīvprātīgi karaklausības lik. 75. un 76. p. paredzētā kārtībā, un c) personām, kas kaut kādu iemeslu dēļ nav ievestas iesaukšanas sarakstos, bet kuŗām pienākas izpildīt karaklausību.

To ievērojot paziņoju, ka visiem Rīgas kara apriņķī dzīvojošiem augšminētiem pilsoņiem neiztrūkstoši jāierodas zemāk minētās vietās sekošā kārtībā:

1. Rīgā, Kazaku ielā № 3/5.

A) Rīgā dzīvojošiem pilsoņiem, kuŗi ievesti Rīgas pilsētas valdes darba nodaļas (Torņa ielā № 4) iesaukšanas sarakstos:

- reģistrētiem no №№ 1—100 iesk. 1929. g. 1. febr., plkst. 9 un no №№ 101—200 iesk. 1929. g. 1. febr., plkst. 11,30;
- reģistrētiem no №№ 201—300 iesk. 1929. g. 2. febr., plkst. 9 un no №№ 301—400 iesk. 1929. g. 2. febr., plkst. 11,30;
- reģistrētiem no №№ 401—500 iesk. 1929. g. 4. febr., plkst. 9 un no №№ 501—600 iesk. 1929. g. 4. febr., plkst. 11,30;
- reģistrētiem no №№ 601—700 iesk. 1929. g. 5. febr., plkst. 9 un no №№ 701—800 iesk. 1929. g. 5. febr., plkst. 11,30;
- reģistrētiem no №№ 801—900 iesk. 1929. g. 6. febr., plkst. 9 un no №№ 901—1000 iesk. un reģistr. no №№ 2401—2500 iesk. 1929. g. 6. febr., plkst. 11,30;
- reģistrētiem no №№ 1001—1100 iesk. un reģistr. no №№ 2501—2600 iesk. 1929. g. 7. febr., plkst. 9 un no №№ 1101—1200 iesk. un reģistr. no №№ 2601—2700 iesk. 1929. g. 7. febr., plkst. 11,30;
- reģistrētiem no №№ 1201—1300 iesk. un reģistr. no №№ 2701—2800 iesk. 1929. g. 8. febr., plkst. 9 un no №№ 1301—1400 un reģistr. no №№ 2801—2900 iesk. 1929. g. 8. febr., plkst. 11,30;
- reģistrētiem no №№ 1401—1500 iesk. un reģistr. no №№ 2901—3000 iesk. 1929. g. 9. febr., plkst. 9 un no №№ 1501—1600 iesk. un reģistr. no №№ 3001—3100 iesk. 1929. g. 9. febr., plkst. 11,30;
- reģistrētiem no №№ 1601—1700 iesk. un reģ. papildu sar. A no 1—100 iesk. 1929. g. 11. febr., plkst. 9 un no №№ 1701—1800 iesk. un reģ. papildu sar. A no 101—200 iesk. 1929. g. 11. febr., plkst. 11,30;
- reģistrētiem no №№ 1801—1900 iesk. un reģ. papildu sar. A no 201—300 iesk. 1929. g. 12. febr., plkst. 9 un no №№ 1901—2000 iesk. un reģ. papildu sar. A no 301—400 iesk. 1929. g. 12. febr., plkst. 11,30;
- reģistrētiem no №№ 2001—2100 iesk. un reģ. papildu sar. A no 401—500 iesk. 1929. g. 13. febr., plkst. 9 un no №№ 2101—2200 iesk. un reģ. papildu sar. A no 501—600 iesk. 1929. g. 13. febr., plkst. 11,30;
- reģistrētiem no №№ 2201—2300 iesk. un reģ. papildu sar. A no 601—700 iesk. 1929. g. 14. febr., plkst. 9 un no №№ 2301—2400 iesk. 1929. g. 14. febr., plkst. 11,30.

B) Rīgas apriņķī dzīvojošiem pilsoņiem, kuŗi ievesti iesaukšanas sarakstos:

- Babītes, Katlakalna, Dofes, Olaines, Salaspils, Salas, Slokas, Ādažu un Bīriņu pagastā, Rīgas Jūrmalas, Slokas un Ķemeru pilsētā 1929. g. 2. febr., plkst. 9;
- Dreiliņu, Ikšķiles, Mārupes, Mangaļu, Ogresgala, Rēmbates, Stopiņu, Baldones, Pabažu, Sējas, Skultes un Daugmales pagastā un Ogres pilsētā 1929. g. 5. febr., plkst. 9;
- Inčukalna, Kastrānes, Ķeipenes, Ropažu, Sidgundas, Suntažu, Tomes, Lielvārdes, Viskāju un Zaubes pagastā 1929. g. 6. febr., plkst. 9.

C) Visiem pārējiem iesaucamiem pilsoņiem, kas ievesti iesaukšanas sarakstos:

- Rīgas centrāl- un termiņa cietumos un atsvabināti pēc soda izciešanas;
- Latvijas neredzīgo institūtā,
- Latvijas pārstāvniecībās ārzemēs,
- Rīgas pilsētas valdes darba nodaļas papildu sarakstā „C“;
- kuŗiem nākas izpildīt karaklausību, bet kuŗi kaut kādu iemeslu dēļ nav ievesti iesaukšanas sarakstos, un 6) kas pārskaitīti no citiem kara apriņķiem kā pārņakuši uz pastāvīgu dzīvi Rīgas apriņķī 1929. g. 14. febr., plkst. 11,30;
- kas nav sasnieguši iesaukšanas vecumu, bet vēlas iestāties kara dienestā brīvprātīgi karaklausības lik. 75. un 76. p. paredzētā kārtībā 1929. g. 15. febr., plkst. 9.

II. Siguldā, Lakstīgalas pansijas telpās.

Ievestiem iesaukšanas sarakstos:

- Allažu, Ķēču, Ķempju, Krimuldas, Lēdurgas, Līgatnes, Mālpils, Mores, Nītaures, Siguldas, Vidrižu, Vildogas, un Turaidas pagastā un Siguldas pilsētā 1929. g. 1. febr., plkst. 9.

III. Skrīveros, Kultūras biedr. namā.

Ievestiem iesaukšanas sarakstos:

- Skrīveru, Aizkraukles, Krapes, Jumpravas, Kokneses, Bebju, Madlienas, Lauberes, Menģeles, Lēdmanes, Taurupes, Plāteres, Pļaviņu un Birzgaļes pagastā un Pļaviņu pilsētā 1929. g. 4. febr., plkst. 9.

Ierodoties uz iesaukšanu, jāņem līdz pase un uzturs. Uz iesaukšanu nav jāierodas: 1) tiem, kas atsvabināti no iesaukšanas, 2) tiem, kam iesaukšana atlikta, un 3) tiem, kas ieskaitīti zemes-sargos.

Par atraušanos no iesaukšanas vainīgos saukšu pie likumīgas atbildības.

1929. g. 2. janvārī.

Rīgas kara apriņķa priekšnieks,
pulkvedis Lasmanis.

KURSI.

Rīgas biržā, 1929. gada 4. janvārī

Devizes

1 Amerikas dollars	5,182—5,192
1 Anglijas mārciņa	25,18—25,23
100 Francijas franku	20,25—20,40
100 Beļģijas belgu	72,00—72,55
100 Šveices franku	99,75—100,50
100 Itālijas liru	27,12—27,33
100 Zviedrijas kronu	138,75—139,45
100 Norvēģijas kronu	138,25—138,95
100 Danijas kronu	138,40—139,10
100 Austrijas šillipu	72,70—73,40
100 Čehoslovāķijas kronu	15,32—15,47
100 Holandes guldeņu	208,20—209,25
100 Vācijas marku	123,40—124,00
100 Somijas marku	12,99—13,11
100 Igaunijas kronu	138,30—139,00
100 Polijas zlotu	57,55—58,75
100 Lietavas litu	51,00—51,70
1 SSSR červoņecs	—

Dārgmetāli:

Zeīts 1 kg	3425—3445
Sudrabs 1 kg	94—102

Vērtspapīri:

50% neatkarības aizņēmums	98—100
40% Valsts prem. aizņēmums	98—100
60% Zemes bankas ķīlu zīmes	92—93
80% Hipotēku bankas ķīlu zīmes	96—97

Rīgas biržas kotācijas komisijas
priekšsēdētājs J. Skujevics.
Zvērināts biržas maklers P. Rupners.

Redaktors M. Ārons.

Šim numuram 8 lapas puses.

Tiesu sludinājumi.

Rīgas apgabaltiesas 3. civilnodaļa, uz civ. ties. lik. 1967., 2011., 2014. un 2019. p. pamata paziņo, ka pēc 1920. g. 2. augustā Ufas pilsētā, Krievijā, mirušā Jāņa Jāņa dēla Skujena (Skuja) ir atklāts mantojums un uzaicina, kam ir uz šo mantojumu, vai sakarā ar to, tiesības kā mantniekiem, legatāriem, fideikomissāriem, kreditoriem un t. t., pieteikt šīs tiesības minētai tiesai sešu mēnešu laikā, skaitot no šī sludinājuma iespiešanas dienas.

Ja minētās personas savas tiesības augšā uzrādītā termiņā nepieteiks, tad viņas atzīs kā šīs tiesības zaudējušas. Rīgā, 1928. g. 17. decembrī. L. № 6466. 21627 Priekšsēd. v. A. Veidners. Sekretārs A. Kalve.

Rīgas apgabaltiesas 3. civilnodaļa, uz civ. ties. lik. 1967., 2011., 2014. un 2019. p. p. un Balt. privāttiesību kop. 2451. p. pamata, uzaicina visas personas, kuŗām ir kaut kādas pretenzijas, strīdi vai ierunas pret šai tiesai 1928. g. 15. decembrī publicēto 1927. g. 17. jūlijā Sērmukšu pag. „Skroīņos” mir. Jūŗa Klāva dēla Upmalnieka, 1927. g. 25. maijā mājas kārtībā taisīto testamentu, kā arī visas personas, kuŗām ir kaut kādas tiesības uz mir. Jūŗa Upmalnieka, mantojumu vai sakarā ar šo mantojumu, kā mantniekiem, legatāriem, fideikomissāriem, parāddevējiem un t. t., pieteikt savas tiesības, pretenzijas un ierunas minētai tiesai sešu mēnešu laikā, skaitot no šī sludinājuma iespiešanas dienas.

Ja tas minētā termiņā nebūs izdarīts, tad minētās personas atzīs kā atteikušas no ierunām un zaudējušas savas tiesības, bet testamentu pasludinās par likumīgā spēkā gājušu. Rīgā, 1928. g. 17. decembrī. L. № 6141. 21624b Priekšsēd. v. A. Veidners. Sekretārs A. Kalve.

Rīgas apgabaltiesas 3. civilnodaļa, uz civ. ties. lik. 1967., 2011., 2014. un 2019. p. p. un Balt. privāttiesību kop. 2451. p. pamata, uzaicina visas personas, kuŗām ir kaut kādas pretenzijas, strīdi vai ierunas pret šai tiesai 1928. g. 15. dec. publicēto 1927. g. 10. martā Litenes pag. mirušā Andreja Otto d. Stomera 1925. g. 8. jūlijā mājas kārtībā taisīto testamentu, kā arī visas personas, kuŗām ir kaut kādas tiesības uz mir. Andreja Stomera, mantojumu vai sakarā ar šo mantojumu, kā mantniekiem, legatāriem, fideikomissāriem, parāddevējiem un t. t., pieteikt savas tiesības, pretenzijas un ierunas minētai tiesai sešu mēnešu laikā, skaitot no šī sludinājuma iespiešanas dienas.

Ja tas minētā termiņā nebūs izdarīts, tad minētās personas atzīs kā atteikušas no ierunām un zaudējušas savas tiesības, bet testamentu pasludinās par likumīgā spēkā gājušu. Rīgā, 1928. g. 17. decembrī. L. № 4036. 21625 Priekšsēd. v. A. Veidners. Sekretārs A. Kalve.

Rīgas apgabaltiesas 3. civilnodaļa, ar 1928. g. 11./15. dec. lēmumu ir atzinusi Bencionu Movša d. Gordonu, Bencionu Movša d. Gureviču, Zamuelu Vulfa d. Baranovu par maksātnespējīgiem parādniekiem tirdzniecībā, kā arī apķīlāt viņu kustamo mantu, ja tāda atrastos viņu iestāžu robežās un 2) paziņot Rīgas apgabaltiesai par visām prasībām pret maksātnesp. parādniekiem, kā arī summās, kas pienākas iestādēm.

Privātpersonām jāpaziņo apgabaltiesai par savu parādu prasībām no parādniekiem, kā arī par summām, kādas parādniekam pienākas, neskatoties, vai maksājumi notecējuši vai arī viņu termiņš gaidāms nākamībā, kā arī par maksātnespējīgo nekustamiem īpašumiem, kuŗi atrastos viņa pārziņā uz atsevišķiem noteikumiem.

Augšā minētie paziņojumi izdarāmi četrus mēnešu laikā, skaitot no šī sludinājuma iespiešanas dienas „Valdības Vēstnesī”. Rīgā, 1928. g. 17. decembrī. L. № 2356-28. g. I g. 21629 Priekšsēd. v. A. Veidners. Sekretārs A. Kalve.

Jelgavas apgabaltiesas, pamatojoties uz civ. proc. lik. 1958. panta, paziņo, ka šīs tiesas sēdē 1929. g. 10. janvārī attaisījis nolasis 1926. g. 4. jūnijā mirušā Jāņa Anša d. Puskalna testamentu. Jelgavā, 1928. g. 31. decembrī. L. № 2843/1928. g. 22973 Priekšsēd. v. P. Stērste. Sekretārs Mittelhofs.

Jelgavas apgabaltiesas, pamatojoties uz civ. proc. lik. 1958. panta, paziņo, ka šīs tiesas sēdē 1929. g. 10. janvārī attaisījis nolasis 1928. g. 7. novembrī mirušā Otto Jāņa d. Brūvera testamentu. Jelgavā, 1928. g. 31. decembrī. L. № 2869/1928. g. 22974 Priekšsēdētāja v. P. Stērste. Sekretārs Mittelhofs.

Jelgavas apgabaltiesas reģistr. nodaļa, pamatojamās uz 1923. g. 18. jūlija lik. par biedrībām, savienībām un politiskām organizācijām 17. panta paziņo, ka min. tiesas civilnod. 1928. g. 10. dec. atklātā sēdē nolēma reģistrēt Grenstāles lopkopības-pārraudzības biedrību ievēdot viņu to biedrību reģistra pirmajā daļā, kuŗām nav peļņas iegūšanas mērķa.

Biedrības valdes sēdekļis atrodas Grenstālē. Jelgavā, 1928. g. 17. dec. 21633r L. № 187 Reģ. nod. pārzinis Veiss. Sekretāra v. Helmanis.

Rīgas apgabaltiesas 3. civilnodaļa, atklātā tiesas sēdē 1928. g. 15. decembrī izklausīja valsts zemes bankas lūgumu dzēst hipotēkārīkos parādus no Lejas-Kiķu mājām, pied. Mārtiņam Bekeram un nolēma: atzīt par iznīcinātu obligāciju par 820 rbl. atlikumā, apstiprinātu 1897. g. 29. janvārī ar № 51 uz nekustamo īpašumu Rikteres muižas zemnieku zemes Lejas-Kiķu mājām, Rīgas apr., ar zemes grāmatu reģ. № 3920 par labu Otonam Richteram, kā pirkšanas summas atlik. nodrošin. un kuŗa pārgājusi mantošanas ceļā uz atr. Elizabeti Richters, dz. Richters, Elizabeti Hanenfeldts, dz. Richters, Otto Richters, Natāliju Grote, dz. Richters, un Mariju Krapotkin, dzim. Richters, pie kam uz pirmo mūža lietošanā. № 4949 Rīgā, 1928. g. 18. decembrī. Priekšsēd. v. A. Veidners. 21692z Sekretārs A. Kalve.

Jelgavas apgabaltiesas reģ. nodaļa, pamatojamās uz 1923. g. 18. jūl. lik. par biedrībām, savienībām un politiskām organizācijām 17. panta, paziņo, ka min. tiesas civilnod. 1928. g. 10. dec. atklātā sēdē nolēma reģistrēt Zemgales lietuvju biedrību ievēdot viņu to biedrību reģistra pirmajā daļā, kuŗām nav peļņas iegūšanas mērķa.

Biedrības valdes sēdekļis atrodas Jelgavā. Jelgavā, 1928. g. 17. dec. 21632r L. № 197 Reģ. nod. pārzinis Veiss. Sekr. v. Helmanis.

Latgales apgabaltiesas 1. civilnodaļa ar šo paziņo vispārībai, ka 1928. g. 15. febr. mir. Jūzefas Kazimīra m. Petkevičs 1928. g. 28. janv. sastādītais notāriālais testaments ar apgabaltiesas 1928. g. 31. okt. lēmumu apstiprināts. L. № 2372a/28 Daugavpilī, 1928. g. 17. dec. Priekšsēd. b. A. Strazdiņš. 21635r Sekretārs K. Kangurs.

Latgales apgabaltiesas 1. civilnodaļa ar šo paziņo vispārībai, ka 1927. g. 29. dec. mir. Jevgenijas Terentija m. Černavskis 1924. gada 15. jūnijā sastādītais privāttestaments ar apgabaltiesas 1928. g. 31. okt. lēmumu apstiprināts. L. № 972a/28 Daugavpilī, 1928. g. 15. dec. Priekšsēd. b. A. Strazdiņš. 21634r Sekretārs K. Kangurs.

Latgales apgabaltiesas 1. civilnod., uz civ. proc. lik. 1967., 2011., 2014. un 2019. p. pamata uzaicina visas, kam būtu uz 1928. g. 13. janvārī mirušā Tadeuša Ronkaitisa atstāto mantojumu kādas tiesības kā mantniekiem, legatāriem, fideikomissāriem, kreditoriem un t. t., pieteikt savas tiesības šai tiesai sešu mēnešu laikā, skaitot no šī sludinājuma iespiešanas dienas „Valdības Vēstnesī”. Termiņā nepieteiktas tiesības ieskatīs par spēku zaudējušām. L. № 2578a/28. g. Daugavpilī, 1928. g. 17. dec. Priekšsēdētāja b. A. Strazdiņš. 21722z Sekretārs K. Kangurs.

Latgales apgabaltiesas 1. civilnod., uz civ. proc. lik. 293., 295., 298., 301., 309. un 311. p. pamata Jūzefas Pētera m. Drozdovskis, dzim. Kizkijs prasības lietā pret Vladimiru Toma d. Drozdovski par laulības šķiršanu, uzaicina Vladimiru Toma d. Drozdovski, kuŗa dzīves vieta prasītājam nav zināma, četrus mēnešu laikā no šī sludinājuma iespiešanas dienas „Valdības Vēstnesī”, ierasties šai tiesā saņemt norakstus no prasītājas iesūdzības raksta, pielikumiem un izdot savu dzīves vietu Daugavpilī.

Ja aicinātais minētā laikā nerādīsies personīgi vai caur pilnvarnieku, lietu noliks uz tiesas sēdi un izspriedīs bez viņa klātbūtnes. Ja ieradīsies, bet savu dzīves vietu Daugavpilī neuzdos, aicinājums uz tiesas sēdi un visus pārējos papirus atstās tiesas kancelejā. L. № 1299P/28. g. Daugavpilī, 1928. g. 17. dec. Priekšsēd. b. A. Strazdiņš. 21723z Sekretārs K. Kangurs.

Krustpils iec. mirtiesnesis, pamatojoties uz š. g. 17. dec. lēmumu un civ. proc. lik. 1460⁴⁶ p. izsludina par iznīcinātu — nederīgu Vipes pag. Tiltā purvu m. dzīvojošās Edas (Eddas) Jāņa m. Lapiņš, dzim. Turcņš, izdotu pilsonim Jēkabam Miķeļa d. Ozoliņam ģenerālpilnvaru, ar visām uz tās pamata tālāk dotām pilnvarām, apliecinātu no Krustpils notāra Mārtiņa Vidēja 1927. gada 10. febr. ar reģistra № 462. № 766 Krustpilī, 1928. g. 17. dec. 21725z Miert. v. i. A. Vilks.

Latgales apgabaltiesas Kārsavas iec. mirtiesnesis, saskaņā ar savu 1928. g. 15. decembra lēmumu un pamatodamies uz civ. proc. lik. 1401. p. un civ. lik. 10. sēj. 1239. p. paziņo, ka pēc mirušā Kazimīra Jāņa d. Rancana, ir palicis mantojums, kuŗš atrodas Ludzas apr. Naurēnu pag., kādēļ uzaicina visas, kam būtu uz šo mantojumu, vai sakarā ar to kādas tiesības, pieteikt tās augšminētam mirtiesnesim sešu mēnešu laikā, skaitot no šī sludinājuma iespiešanas dienas „Vald. Vēstn.” Kārsavā, 1928. g. 15. decembrī. № 719c/28. 21729b Mirtiesnesis (paraksts).

Rēzeknes 3. iec. mirtiesnesis uzaicina 1926. g. 26. okt. mir. Jēzupa Andrija d. Šulberģis mantniekus, pieteikt mirtiesnesim savas mantošanas tiesības sešu mēnešu laikā, skaitot no šī sludinājuma iespiešanas dienas „Valdības Vēstnesī”. Rēzeknē, 1928. g. 17. dec. 21642r Mirtiesn. (paraksts).

Latgales apgabaltiesas Kārsavas iecirkņa mirtiesnesis, saskaņā ar savu 1928. g. 15. decembra lēmumu un pamatodamies uz civ. proc. lik. 1401. p. un civ. lik. X sēj. 1239. p. paziņo, ka pēc mirušā Pētera Jēkaba d. Dambīša ir palicis mantojums, kuŗš atrodas Jaunlatgales apr., Tiltas pag. Auziņu mājās un sastāv no ideālās puses jaunsaimniecības № 151F, apm. 10¹/₂ ha platībā, kādēļ uzaicina visas, kam būtu uz šo mantojumu, vai sakarā ar to kādas tiesības, pieteikt tās augšminētam mirtiesnesim sešu mēnešu laikā, skaitot no šī sludinājuma iespiešanas dienas „Valdības Vēstnesī”. № 718c/28. Kārsavā, 1928. g. 15. decembrī. 21730v Miert. v. i. (paraksts).

Latgales apgabaltiesas Ludzas 1. iec. mirtiesnesis, pamatojamies uz savu 1928. g. 17. dec. lēmumu un saskaņā ar 10. sēj. l. d. 1239. p. un civ. proc. lik. 1401. un 1402. p. p. uzaicina 1928. g. 31. martā mir. Annas Meikula m. Miziš, mantniekus pieteikt savas mantošanas tiesības uz netaisīti atstāto mantojumu Ludzas apr., Zvirgzdīnas pag. sešu mēnešu laikā, skaitot no šī sludinājuma iespiešanas dienas.

Pēc minētā termiņa notecēšanas nekādi pieteikumi netiks pieņemti. Ludzā, 1928. g. 17. decembrī. 21672b Mirtiesnesis S. Beļaus.

Latgales apgabaltiesas Viļņu iecirkņa mirtiesnesis, saskaņā ar savu 1928. g. 7. jūnijā lēmumu un civ. proc. lik. 1460⁴⁴, 1460⁴⁶, 1460⁴⁷, ar šo atsauc Jēzupa Staņislava d. Grozas pilnvaru, izdotu Antonam Ertam un apliecinātu pie Rēzeknes apriņķa IV iecirkņa mirtiesneša 1925. g. 12. febr. ar reģistra № 171. C. l. 405/28. Viļņos, 1928. g. 12. decembrī. 21958v Miert. K. Kalniņš.

Kokmuižas pagasta tiesa, Valmieras apriņķi, pamatojoties uz savu 1928. g. 21. novembra lēmumu un pagasttiesu lik. 108. un 109. pantiem izslud., ka Kārlis Grīnbergs un viņa laulātā sieva Kristīna Grīnbergs, dzim. Vente, dzīvojoši šī pagasta Noriņu mājās adoptē ar visām mantošanas tiesībām Kristīnas Grīnbergs pirmās laulības meitu Ausu-Vilnu Jēkaba meitu Paegle, dzimusi 1923. g. 29. maijā, pārvedot viņu uzvārdā „Grīnbergs”.

Personas, kuŗām pret šo adoptīciju būtu kādi iebildumi, tiek uzaicinātas pieteikties šai tiesā sešu mēnešu laikā, skaitot no šī sludinājuma iespiešanas dienas „Valdības Vēstnesī”. Pēc minētā termiņa notecēšanas nekādi iebildumi netiks pieņemti un adoptīcija stāsies likumīgā spēkā. 2 20135r Kokmuižas pagasttiesā, 1928. g. 26. nov. № 173 Priekšsēdētāja v. J. Upe. Darbvedis J. Vīkmanis.

Rīgas apgabaltiesas 3. iec. tiesu izpildītājs paziņo, ka 1929. g. 12. janvārī, pulkst. 10 dienā, Rīgā, Akmeņu ielā № 5, pārdos Jāņa Mazūra kustamo mantu, sastāvošu no mēbeļiem, novērtētu par Ls 215.

Izzināt sarakstu, novērtējumu kā arī apskatīt pārdodamo mantu varēs pārdošanas dienā uz vietas. Rīgā, 1928. g. 28. dec. 23194 Tiesu izp. J. Kazubierns.

Rīgas apgabaltiesas 5. iec. tiesu izpildītājs paziņo, ka 1929. g. 10. janvārī, pulkst. 10 dienā, Rīgā, Patversmes ielā № 24, pārdos Ludviga Lozovska kustamo mantu, sastāvošu no dažādām pārtikas veikalā precēm, svariem, mēbeļiem un novērtētu par Ls 723,30.

Izzināt sarakstu, novērtējumu, kā arī apskatīt pārdodamo mantu varēs pārdošanas dienā uz vietas. Rīgā, 1929. g. 3. janv. 23135 Ties. izp. O. Stellmachers.

Rīgas apgabaltiesas 7. iec. tiesu izpildītājs, kuŗa kanceleja atrodas Rīgā, Blaumaņa ielā № 5a, paziņo: 1) ka akc. sab. „Merkatura”, Herberta Laurenta un citu Ls 4553,94 ar % prasību segšanai, pēc Rīgas apgabaltiesas IV civilnodaļas spried. uzr. no 1927. g. 31. maija ar № 1431 u. c. 1929. g. 4. aprīlī, pulkst. 10 rītā, Rīgas apgabaltiesas civilnodaļas sēžu zālē uz publiskiem torģiem pārdos Otto Krevica nekustamo īpašumu, kuŗš atrodas Rīgā, M. Keņiņu ielā № 3, 1 hēp. iecirknī ar zemes grāmatu reģ. № 360 (grupā 6, grunts № 73) un sastāv no fon Drelinga dzimtsrentes gruntsgabala ar šku: 2) ka īpašums priekš publiskiem torģiem apvērtēts par Ls 15.000;

3) ka bez augšminētās prasības īpašums apgrūtināts ar parādiem par Ls 36.000; 4) ka personām, kuŗas vēlas pie torģiem dalību ņemt jāiemaksā zalogos — desmitā daļa no apvērtēšanas summas un 5) ka zemesgrāmatas uz šo īpašumu tiek vestas Rīgas-Valmieras zemesgrāmatu nodaļā.

Personām, kuŗām ir kādas tiesības uz pārdodamo īpašumu, kas pārdošanu nepieļauj, tādas tiesības jāuzrāda līdz pārdošanas dienai. Visi papīri un dokumenti, attiecīgi uz pārdodamo īpašumu, ir ieskatāmi Rīgas apgabaltiesas 3. civilnodaļas kancelejā. Rīgā, 1929. g. 3. janvārī. 19890 Tiesu izp. Jakstiņš.

Rīgas apgabaltiesas Rīgas apr. 2. iec. tiesu izpildītājs paziņo, ka 1929. g. 12. janvārī, plkst. 12 dienā, Gostinos, pārdos Leizeram Aronovičam piederošo kustamo mantu, sastāvošu no mēbeļiem, viena maisa tūdu miltiem, viena maisa klijām, līķiera, vīna, spirta un cit. un novērtētu par Ls 390.

Izzināt sarakstu, novērtējumu, kā arī apskatīt pārdodamo mantu varēs pārdošanas dienā uz vietas. Rīgā, 1928. g. 21. decembrī. 23000 Tiesu izp. A. Ozoliņš.

Rīgas apgabaltiesas Rīgas apr. 2. iec. tiesu izpildītājs paziņo, ka 1929. g. 12. janvārī, plkst. 2 dienā, Gostinos, Dārza ielā, pārdos Leizeram Soņam piederošo kustamo mantu, sastāvošu no viena zirga un vāģiem un novērtētu par Ls 250.

Izzināt sarakstu, novērtējumu, kā arī apskatīt pārdodamo mantu varēs pārdošanas dienā uz vietas. Rīgā, 1928. g. 31. decembrī. 22998 Tiesu izp. A. Ozoliņš.

Rīgas apgabaltiesas Rīgas apr. 2. iec. tiesu izpildītājs paziņo, ka 1929. g. 14. janvārī, pulkst. 2 dienā, Plaviņu pag. „Kazuļos” pārdos otrā ātrupē Kārlim un Madei Mežvēveriem piederošo kustamo mantu, sastāvošu no gatera, kuļmašīnas, zirģiem, govīm un 40.000 kļeģeļiem un novērtētu par Ls 5140.

Izzināt sarakstu, novērtējumu, kā arī apskatīt pārdodamo mantu varēs pārdošanas dienā uz vietas. Rīgā, 1928. g. 21. decembrī. 22999 Tiesu izp. A. Ozoliņš.

Rīgas apgabaltiesas Rīgas apr. 2. iec. tiesu izpildītājs paziņo, ka 1929. g. 14. janvārī, plkst. 12 dienā, Kokneses pag. „Kaziņos” pārdos otrā ātrupē Andriņam Kazimam piederošo kustamo mantu, sastāvošu no vienas kļēves un novērtētu par Ls 300.

Izzināt sarakstu, novērtējumu, kā arī apskatīt pārdodamo mantu varēs pārdošanas dienā uz vietas. Rīgā, 1928. g. 21. decembrī. 23002 Tiesu izp. A. Ozoliņš.

Rīgas apgabaltiesas Rīgas apr. 2. iec. tiesu izpildītājs paziņo, ka 1929. g. 15. janvārī, plkst. 2 dienā, Taurupes pag. „Lejas-Mikelenos” pārdos otrā ātrupē Rudolfam Lukstiņam piederošo kustamo mantu, sastāvošu no zirģiem, govīm un zāles plaujmašīnas un novērtētu par Ls 1500.

Izzināt sarakstu, novērtējumu, kā arī apskatīt pārdodamo mantu, varēs pārdošanas dienā uz vietas. Rīgā, 1928. g. 21. decembrī. 23001 Tiesu izpild. A. Ozoliņš.

Rīgas apgabaltiesas Madonas apr. tiesu izpildītājs, kuŗa kanceleja atrodas Madonā, Rīgas bulv. № 11, paziņo, ka: 1) Valsts zemes bankas prasībā par Ls 6743,85 ar soda naudām un izdevumiem, 1929. g. 21. martā, plkst. 10 rītā, Rīgas apgabaltiesas civilnodaļas sēžu zālē, pirmā publ. vairāksolīšanā pārdos Jāņa Tirzīša nekustamo īpašumu, kas atrodas Madonas apriņķī, Liezeres pag. un sastāv no lauku mājās „Timernagi” ar zemesgrāmatu reģ. № 2580 aptver 100,32 pūrv. ar 74,64 taksācijas ienāk. rubļu vērtību; 2) īpašums pārdošanai vairāksolīšanā novērtēts par Ls 6600, no kuŗas summas sāksies solīšana; 3) īpašums apgrūtināts ar hipotēku parādiem par Ls 5800; 4) personām, kuŗas vēlas vairāksolīšanā dalību ņemt, jāiemaksā Ls 600 drošības naudas un jāiesniedz apliecinība par to, ka no Tieslietu ministrijas puses nav iebildumu, ka minētās personas iegūst šo īpašumu; 5) zemesgrāmatas par šo īpašumu tiek vestas Česu-Valkas zemes grāmatu nodaļā.

Personām, kuŗām ir kādas tiesības nepieļaut šā īpašuma pārdošanu, ir tādas tiesības jāpierāda līdz ātrupes dienai. Rīgā, 1929. g. 2. janvārī. 23130 Piedzinējs F. Freibergs.

Rīgas pref. 6. iec. priekšnieks izsludina par ned. nozūd. kapa-klausības apl. № 1391, izd. 1921. g. 5. martā no Rīgas pils. komandanta ar Mozus Indriķa d. Šmuškoviča vārdu. 23120z

3) ka bez augšminētās prasības attiecas uz pārdodamo īpašumu, ir ieskatāmi Rīgas apgabaltiesas 3. civilnodaļas kancelejā. Madonā, 1928. g. 31. decembrī. 23003 Tiesu izpild. J. D r i b a.

Liepājas apgabaltiesas tiesu izp. par Liepājas pilsētas 1. iec., kuŗa kanceleja atrodas apgabaltiesā, istabā № 9, pamatojoties uz civ. proc. lik. 1141., 1143., 1146—1149. p. paziņo, ka 1929. g. 8. martā, pulkst. 10 no rīta, Liepājas apgabaltiesas sēžu zālē pārdos pirmā publ. vairāksolīšanā nekustamu īpašumu kopā ar kustamo mantu, sastādošu šā nekustamā īpašuma piederumu, kuŗā ierikota adatu fabrika, piederošu Kuldīgas adatu fabr. „Planeta” akciju sabiedrībai, kuŗš atrodas Kuldīgā, Liepājas ielā № 38 un Mucenieku ielā № 30 un ierakstīts Kuldīgas zemes grāmatu nodaļā ar krep. № 97.

Šis nekustamais īpašums ir novērtēts uz Ls 37.500 un tiek pārdots dēļ Latvijas hipotēku bankas prasības apmierināšanas. Bez minētās prasības uz šo nekustamo īpašumu ir nostiprināti hipotēku parādi: 22.000 rbl. krievu cara naudā, Ls 200.000 un Rozai Jakobson tiesība lietot līdz mūža beigām ieņemto dzīvokli.

Solīšana sāksies saskaņā ar civ. proc. lik. 1871. p. no novērtēšanas summas Ls 37.500, vai no priekšrocīgu prasību summas, skatoties no tam, kuŗa summa būs augstāka pārdošanas dienā.

Personām, kuŗas vēlas ņemt dalību vairāksolīšanā, ir jāiemaksā Ls 3750 drošības naudas.

Personām, kuŗām ir kādas tiesības uz pārdodamo īpašumu, kas pārdošanu nepieļauj, tādas tiesības jāuzrāda līdz pārdošanas dienai.

Visi raksti un dokumenti, attiecīgi uz pārdodamo īpašumu, ir ieskatāmi Liepājas apgabaltiesas civilnodaļas kancelejā vai pie tiesu izpildītāja.

Liepājā, 1928. g. 29. decembrī. № 2248. 23004 Tiesu izp. A. Korženeckis.

Visi raksti un dokumenti, attiecīgi uz pārdodamo īpašumu, ir ieskatāmi Liepājas apgabaltiesas civilnodaļas kancelejā vai pie tiesu izpildītāja.

Liepājā, 1928. g. 29. decembrī. № 2248. 23004 Tiesu izp. A. Korženeckis.

Nodokļu departamenta dažādu maksājumu piedzinējs paziņo, ka 1929. g. 8. janvārī, pulkst. 10 dienā, Rīgā, L. Kalēju ielā № 27, pārdos vairāksolīšanā Zelonkera Noa-Moiseja kustamo mantu, novērtētu par Ls 522 un sastāvošu no auzamiem diegiem, viņa 1927. g. % peļņas nodokļa parāda segšanai.

Rīgā, 1929. g. 2. janvārī. 23131 Piedzinējs F. Freibergs.

Nodokļu departamenta dažādu maksājumu piedzinējs paziņo, ka 1929. g. 8. janvārī, pulkst. 10 dienā, Rīgā, Audēju ielā № 18, pārdos vairāksolīšanā Zeļdenberga Mozes kustamo mantu, novērtētu par Ls 2486 un sastāvošu no galanterijas, viņa dažādu nodokļu parāda segšanai.

Rīgā, 1929. g. 2. janvārī. 23133 Piedzinējs F. Freibergs.

Nodokļu departamenta dažādu maksājumu piedzinējs paziņo, ka 1929. g. 9. janvārī, pulkst. 10 dienā, Rīgā, Aspazijas b. № 8, pārdos vairāksolīšanā Vītola Ernesta kust. mantu, novērtētu par Ls 287 un sastāvošu no naudas skapja, viņa 1927. g. ienāk. un % peļņas nodokļu parāda segšanai.

Rīgā, 1929. g. 1. janvārī. 23132 Piedzinējs F. Freibergs.

Nodokļu departamenta dažādu maksājumu piedzinējs paziņo, ka 1929. g. 9. janvārī, pulkst. 12 dienā, Rīgā, Brīvības ielā № 41, pārdos vairāksolīšanā Fridriha Vinkmana kustamo mantu, novērtētu par Ls 500 un sastāvošu no pianino un galdiem, viņa 100% traktiera nodokļa parāda segšanai.

Rīgā, 1929. g. 2. janvārī. 23134 Piedzinējs Derjugs.

Nodokļu departamenta dažādu maksājumu piedzinējs paziņo, ka 1929. g. 9. janvārī, pulkst. 2 dienā, Rīgā, M. Kalēju ielā № 18, dz. 3, pārdos vairāksolīšanā Blumenau Leiba kustamo mantu, novērtētu par Ls 268,96 un sastāvošu no mēbeļiem, viņa dažādu nodokļu parāda segšanai.

Rīgā, 1929. g. 2. janvārī. 23130 Piedzinējs F. Freibergs.

Rīgas pref. 6. iec. priekšnieks izsludina par ned. nozūd. kapa-klausības apl. № 1391, izd. 1921. g. 5. martā no Rīgas pils. komandanta ar Mozus Indriķa d. Šmuškoviča vārdu. 23120z

Nodokļu departamenta dažādu maksājumu piedzinējs paziņo, ka 1929. g. 9. janvārī, pulkst. 2 dienā, Rīgā, M. Kalēju ielā № 18, dz. 3, pārdos vairāksolīšanā Blumenau Leiba kustamo mantu, novērtētu par Ls 268,96 un sastāvošu no mēbeļiem, viņa dažādu nodokļu parāda segšanai.

Mežu departaments

pārdos jauktā izsolē 1929. g. 17. janvārī, Rīgā, Merķeļa ielā № 13, Latviešu biedrībā, augošu mežu:

Izs. vien. №	Kādas virsmežniecības, novada, apgaitas un kvartala	Pārdos		Koku suga	Novērtējums latos	Droš. nauda latos	Piezīme
		Pēc platības ha	Nam. kokus gab.				
I. Mutiskā solīšanā.							
Kandavas virsmežniecībā.							
Kandavas II iecirknī.							
Aizdzīras novadā.							
32	Zaķa apg., Cikundes mežs. jauns. 130 F, atd. 2 un 3	2,06	—	priede, egle	1400	—	
33	Zaķa apg., Cikundes mežs. apmaiņas gab. ar Ragu m.	0,74	—	egle, priede, bērzs	1000	—	
Kandavas novadā.							
34	Kalniņa apg., jauns. 13 F, atd. 1, 4—18	10,46	—	priede, egle, bērzs	8000	—	
35	Rūmenes apg., jauns. 48 F, atd. 1—21	12,24	—	priede, egle, bērzs	7000	—	
36	Rūmenes apg., jauns. 50 F, atd. 4	1,61	—	bērzs, egle, apse	450	—	
37	Rūmenes apg., jauns. 51 F, atd. 2, 3, 6—8	6,93	—	egle, priede, bērzs, apse	6000	—	
Rūmenes novadā.							
38	Elka apg., kv. 6,32 F jauns. 53) atd. 1—9, 11—13, 15—29	13,76	—	egle, priede, alksn., bērzs, apse	11000	—	
39	Elkas apg., jauns. 31 F, atd. 2	3,01	—	egle, priede, apse	1000	—	
Kandavas novadā.							
40	Zaķa apg., kv. 31, piegr. Pakalnu māj. atd. 1 un 2	2,16	—	apse, egle, alksn., bērzs	1300	—	
41	Zaķa apg., kv. 31, piegr. Jaun-Rednieku mājām, atd. 1—4	3,73	—	apse, egle, bērzs, priede, alksn., ozols	2500	—	
42	Zaķa apg., kv. 31, piegr. Jaunzemju mājām atd. 1	2,50	—	priede, egle, bērzs, alksn., apse	700	—	
Aizdzīras novadā.							
43	Dzelzkalna apg., jauns. 120F, atd. 1 (num. koki), atd. 6	4,88	747	egle, ozols, priede, apse, bērzs	3000	—	
44	Dzelzkalna apg., jauns. 121F, atd. 2 un 5, atd. 4 (num. koki)	4,01	736	egle, ozols, priede, bērzs, apse	2800	—	
Sabīles III iecirknī.							
Strazdes novadā.							
45	Švinksterā apg., jauns. 73F, atd. 2, j-ba 77F, atd. 1, j-ba 78F, atd. 2—5	28,51	—	egle, bērzs, apse, priede, alksn.	4000	—	
Fīrks-Pedvāles novadā.							
46	Stīrsātu apg., jauns. 56F, atd. 4, j-ba 58F, atd. 12 un 13, j-ba 62F, atd. 3 un 6, j-ba 63 F, atd. 2, 4, 5 un 6, j-ba 62F, atd. 2 un 8, j-ba 63F, atd. 1 un 7, jauns. 59F, atd. 14 un 15	22,04	—	egle, priede, bērzs, apse	8600	—	
II. Rakstiskā un mutiskā solīšanā.							
Kandavas novadā.							
47	Sīlenieka apg., kv. 48, mežsarga dienesta zeme, atd. 1—3	4,40	—	priede, egle, bērzs	1000	—	
48	Kalniņa apg., kv. 40, c. 1922. g., atd. 1	0,25	—	egle, ozols	350	—	
49	Zaķa apg., 1922./24. g. cirsmas: kv. 32, atd. 7, kv. 28, atd. 1, kv. 28, atd. 2	2,05	—	egle, bērzs, priede, apse	1400	—	

Apvienotā drošības nauda ciršanas vietu tīrīšanai un mežu kultūru darbiem 200% apmērā no vienības pārdošanas summas.

Dzelzceļu tehniskā direkcija

izsludina 1929. g. 18. janvārī, plkst. 11 dienā rakstisku izsolē uz

apm. 3846 kg filtru spieddaļu piegādi dzelzceļu vajadzībām.

Ar tuvākām ziņām, rasējumiem, izsoles un tehniskiem noteikumiem var iepazīties dzelzceļu virsvaldē, Gogoļa ielā № 3, istabā № 317, darbdienās no plkst. 9—15. L 24

Rīgas pref. 1. iec. priekšnieks paziņo, ka 1929. g. 14. janvārī, plkst. 10 rītā, Rīgā, Šķūņu ielā 17, pārdos Latv. tirdz. un rūpniec. biedrības kustamu mantu, sastāvošu no kantaora iekārtas un novērtētu par Ls 1748 L. Stamma parāda segšanai. 23117z

Rīgas polic. 2. iec. priekšnieks paziņo, ka š. g. 16. janvārī, plkst. 10 no rīta Parka ielā № 4, dz. 38, pārdos vairāksolīšanā Cilas Levensons kustamu mantu, sastāvošu no 10 metru kokvilnas uzvalku drēbes kopvērtībā par Ls 33,22 slimu kases prasības segšanai. 23119z

Rīgas pref. 8. iec. pr-kas dāra zināmu, ka 1929. g. 14. janvārī, plkst. 10 rītā Artīlērijas ielā 49, pārdos vairāksolīšanā Leonardam Kagge piederošas mantas, sastāvošas no dažādām mēbelēm, novērtētas par Ls 300.— irus parāda dzēšanai, sask. ar Rīgas III raj. irus valdes p. g. 15. dec. izp. r. № 1040. Izzināt sarakstu, novērtējumu un apskatīt mantas varēs pārdošanas dienā uz vietas. 23136z

Jelgavas apriņķa priekšnieka pal. 2. iec. dāra zināmu, ka 1929. g. 18. janvārī, plkst. 12 dienā, Kalnciema pagastā, „Balozu” mājās, Vīspārējās apdrošināšanas sabiedrības nelaimes gadījumu prasības apmierināšanai, atklātā vairāksolīšanā pret tūlītēju samaksu tiks pārdoti Aleksandram Jūrmalietim piederoši kalķi, 700 pudu, novērtēti par Ls 135,04. Kalķi apskatāmi pārdošanas dienā uz vietas. 23111z

Mežu departaments

paziņo, ka 1929. g. 17. janvārī mežu izsoles sludinājums (iesp. „Vald. Vēstn.” № 287) attē „Novērtējums latos” 23127z

grozīts sekoši:

Kādā virsmežniecībā vien. №	Izsoles vien. №	Novērt. latos
Kursiņu	8	36000
Elkšņu	28	21000
„	29	3300
„	30	11500
„	32	26000
Talsu	9	43000
„	10	27600
„	11	12000
„	12	7000
„	13	7000
„	14	10000
Piltenes	20	26000
„	21	12000
„	22	12000
„	23	17000
„	24	11000
„	25	11700
„	26	11400
„	27	2700
„	28	29000
Vec-Salaces	29	11000
„	48	11600
Jelgavas	18	18800
„	19	6300
„	20	20000
„	21	40000

Aizputes apriņķa valdei vajadzīgs rezerves pagasta darbvedis

ar solidu praksi. Rakstiskus pieteikumus lūdzam iesniegt līdz 1929. g. 1. februārim. 23005z

Latvijas universitātes leģitīmācijas kartiņa № 9275 ar Ferdinanda Penkoka vārdu pazaudēta un tiek izsludināta par nederīgu. 23122z

Rīgas apr. pr-ka pal. 1. iec. izsl. par ned. Latv. iekš. pasi № 166 ser. ZK 012617, izd. 1927. g. 26. nov. no Dunties pag. valdes ar Augusta Linka vārdu. 23116z

Iļķstes apriņķa priekšnieka pal. 1. iecirknī atsauc savu sludinājumu „Vald. Vēstn.” pag. g. 287. numurā par pils. Semjona Vorohjeva zirga pases nozaudēšanu, jo minētā pase ir atrasta.

1. ministr. tautskolotāju cenzas komisija izsludina par nederīgu skolotājas Erikas Bredefelds nozaudēto pilnas pamatskolas skolotājas pagaidu apliec. № 1002, izsniegtu 1923. g. 28. jūnijā.

Jelgavas pilsētas draudzes banka

ziņo, ka 1929. g. 17. janvārī, plkst. 10 rītā, bankas telpās, Uzvaras ielā 16,

pārdos atklātā vairāksolīšanā

dažādas bankā iekļātas un termiņā neizpirktas zelta un sudraba lietas, velosipēdus, šujmašīnas, separatorus, drēbes u. c. priekšmetus.

Nokavēti maksājumi par zelta un sudraba lietām nokārtojami vēlākais līdz š. g. 15. janvārim, pretējā gadījumā īpašniekiem celsies lieki izdevumi caur priekšmetu apzīmogošanu proves valdē.

Torga dienā bankas operācijas nenotiks. 23006z Valde.

Kurmenes pag. valde, Bauskas apr., izsludina par ned. nozaudēto Jaunjelgavas-Iļķstes kara apr. priekšn. 1920. g. 7. okt. uz kara dienestam nederīgā Jāzepa Jāzeps d. Ciska vārdu izdoto kara-klausības apliec. № 3884. 5939z

Liepājas-Aizputes apriņķa pr-ka 1. iec. palīgs izsludina par nederīgu nozaudēto iekšzemes pasi, izdotu no Liepājas apriņķa priekšnieka 2. iecirkņa palīga 1921. g. 16. martā ar № 8683 ar Jāņa Ernesta d. Strēlis vārdu. 21595z

Dažādi sludinājumi.

Maksātnespējīgā parādnieka kooperatīva pie Valmieras nam-saimnieku biedrības zvērināts kurators uzaicina minētā kooperatīva kreditorus ierasties

kreditoru sapulcē,

kas notiks 1929. g. 18. janvārī, plkst. 4 p. pusd. Rīgā, Tērbatas ielā № 1/3, dz. 19, ar sekošu dienas kārtību:

- 1) Zvērināta kuratora ziņojums.
- 2) Zvērināta kuratora atalgojuma noteikšana.
- 3) Konkursa valdes vēlēšanas.
- 4) Dažādi jautājumi.

Zvērināts kurators, zv. adv.p. 23125z K. Trauciņš.

Maksātnespējīgās parādnieces Austrum-Europas Akc. Sab., „Rag” konkursa valde uzaicina kreditorus uz

kreditoru sapulci,

kuŗa notiks š. g. 30. janvārī, plkst. 1/27 vak., konkursa valdes telpās — Rīgā, L. Smiļšu ielā № 12/14, dz. 5.

Dienas kārtība:

- 1) Konkursa valdes ziņojums.
- 2) Konkursa masas galīga dalīšana.
- 3) Maksātnespējības raksturano-teikšana.
- 4) Konkursa slēgšana.

Konkursa valdes priekšsēd., 23124z zvēr. adv. D. Eljaševs.

Maksātnespējīgā parādnieku tirzniecībā Vilhelma un Alberta Filipu (Philipp) zvērināts kurators sasauc

kreditoru sapulci

š. g. 11. janvārī, plkst. 19, Rīgas apgabaltiesas telpās.

Dienas kārtība:

- 1) Zvērināta kuratora ziņojums.
- 2) Zvērināta kuratora atalgojums.
- 3) Konkursa valdes vēlēšanas.
- 4) Dažādi jautājumi

Zvērināts kurators, zvēr. adv. 23123z A. Libinsons.

Jelgavas kredītsabiedr.

pārdos vairāksolīšanā publisk. torgos

1929. g. 17. janvārī, plkst. 1 dienā, Jelgavas Kredītbiedrības kantorī, Jelgavā, Akadēmijas ielā № 2, no Kārļa Žiņas iekļātas divas Latvīšu Savstarpīgās Apdrošināšanas Sabiedrības akcijas, katru par Ls 100.—, līdz ar kuponiem no 1927. g. līdz 1933. gadam.

Pircējam jāpienes LatvīšuSavstarp. Apdroš. Biedrības piekrišana nopirktais akcijas pārskatīt uz viņa vārdu.

Jelgavā, 1929. g. 2. janvārī. 23007z Valde.

Akc. Sab. „Latvijas Transīts” likvidācijas komisija

paziņo, ka saskaņā ar akcionāru ārkārtējās pilnās sapulces no 1928. g. 7. decembra lēmumu, viņa stājusies pie minētās sabiedrības likvidācijas un uzaicina visus sabiedrības kreditorus un citas personas, kuŗām būtu kādas prasības pret minēto sabiedrību, pieteikt tādās triju mēnešu laikā, ekajot no šī paziņojuma izsludināšanas dienas. Likvidācijas komisijas sēdekļis atrodas Rīgā, L. Smiļšu ielā № 15/17, dz. 8, darba laiks darbdienās no 11—14. 23137z Likvidācijas komisija.

Mežu departaments

paziņo, ka 1929. g. 10. janvārī mežu izsoles sludinājums (nodr. „Vald. Vēstn.” № 281) kļūdas izlabojot, sekoši grozīts:

Bērz-Sīpēles virs-bā, izsoles vienībā № 5—9, tekstā nodrukātā c. 1929. g. vietā vajaga būt c. 1928. g.

Lubānes virs-bā, izsoles vienība № 11 atrodas I iecirkņa mežniecībā, bet nevis II iecirkņa mežniecībā.

Taurkalnes virsmežniecībā izsoles vienībā № 12, piezīmēs pierakstīts: „Kv. 54, atd. 1, netiek pārdoti un nav cērtami numurēti koki № 1—43”

Bez tam Mežu departaments paziņo, ka no š. g. 10. janvārī no mežu izsoles noņemtās Lubānas virsmežniecības izsoles vienības № 12 un 13. 23195z

5. telegrafa-tēlefonta rajona priekšnieks izdos mutiskā izsolē

š. g. 14. janvārī, pulksten 10, rajona kancelejā, Rīgā, Audēju ielā № 1, dz. 7,

tēlefonta stabu sagatavošanu un izvešanu

uz nokraušanas vietām:

- 1) Rīgā, bij. Unions fabrikas pagalmā . . . 695 gab.
- 2) Pie Gaŗkalnes pasta kantoŗa . . . 100 „
- 3) „ Ādaŗu tēlef. pal. nodaļas . . . 60 „
- 4) „ Ropaŗu tēlef. pal. nodaļas . . . 100 „
- 5) „ Kākeciema tēlef. pal. nodaļas . . . 230 „
- 6) Bergu muižā . . . 50 „

Izsoles notiks pa vienībām un nokraušanas vietām.

Rajona priekšnieks patur sev tiesību sagatavojamo stabu vairumu mainīt.

Pirms izsoles personām, kas vēlas viņā piedalīties, jāiesniedz ar Ls 0,40 zīmognod. apmaksāts lūgums uz izsoles dienā saņemama formulāra un jāiemaksā izsoles komisijai Ls 100 drošība vai jāiesniedz likumā paredzētā garantija, uz poz. 2—6 drošība Ls 30.

Nosolītājam drošība jāpapildina līdz 100% apmērā no nosolītās summas.

Tuvākas ziņas 5. telegrafa-tēlefonta rajona kancelejā, Rīgā, Audēju ielā № 1, dz. 7, tālr. 27209. L 19. 23193z

Popes virsmežniecība

pārdos mutiskā izsolē 1929. g. 6. februārī, Popes pag. namā

augošu mežu:

I iecirkņa mežniecībā, Popes novadā, pēc platības 5 vienības no 1,50—2,45 ha, vērtībā no Ls 71 līdz Ls 371; II iec. mežniecībā, Vičakas novadā, pēc platības 4 vienības, no 0,46—1,90 ha, vērtībā no Ls 54 līdz Ls 354, Rindas novadā, pēc platības 3 vienības, no 0,57—9,95 ha, vērtībā no Ls 104 līdz Ls 741; pēc celmu skaita I vien. 15 koki, vērtībā Ls 102 un Vičakas novadā, pēc celmu skaita I vien., 260 koki, vērtībā Ls 668; III iec. mežniecībā, Ances novadā, pēc platības 18 vien., no 0,16—0,70 ha, vērtībā no Ls 22 līdz Ls 410; V iec. mežniecībā, Vičakas nov. (bij. Popes), pēc celmu skaita 2 vien., no 10—50 kokiem, vērtībā no Ls 57 līdz Ls 194; Rindas nov., pēc plat. 15 vienības, no 0,09—1,36 ha, vērtībā no Ls 15 līdz Ls 137.

Mežu pārdos uz zemkopības ministrijas 1927. g. 19. un 27. sep. apstiprinātiem noteikumiem.

Līguma noteikšanas laiks ir 1929. g. 1. maijs. Ja izņēmuma gadījumā zemkop. ministrija uz pircēja lūgumu pagarinātu meža izstrādāšanas vai ciršanas vietu nolīšanas laiku, tad pirkšanas summa par tām atdajām, uz kuŗām pagarinājumu dod jāpaaugst. par 25% līdz 40% no pirkšanas summas. Paaugstināšanas procenti pircējam jāsamaksā zemkopības ministrijai pirms pagarināšana došanas.

Izsole sāksies pulksten 12 dienā. Izsolē pielaidīs personas, kuŗas iemaksās izsoles komisijai 100% drošības naudas no attiecīgu vienību izsludinātās vērtības.

Pēc nosolīšanas drošības nauda jāpapildina līdz 100% no summas, par kuŗu vērtība nosolīta.

Kā drošības naudas pieņems arī procentpapirus pēc finanču ministŗa izsludināta saraksta, Latvijas bankas garantijas, kā arī privātu kredītiestāžu garantijas.

Drošības naudas ciršanas vietu tīrīšanai un mežu kultūras darbu izvešanai apvienotas vienā summā — 20% apmērā no vienības pārdošanas summas, pie kam šī drošības nauda paliek mežu departamenta rīcībā. Ciršanas vietas notīrīs un izcirtumus apmežos mežu resors.

Ja mežu nopircis zemes ieguvējs — drošības nauda ciršanas vietas tīrīšanai nav jāmaksā.

Ja pirkums nepārsniedz Ls 200 un ja par pirkto mežu visu naudu samaksā izsolē, — līgums nav jāslēdz.

Virsmežniecība patur sev tiesības izsludinātās vienības noņemt no izsoles pēc saviem ieskatiem.

Tuvākas ziņas virsmežniecības kancelejā Popē un pie attiecīgiem iecirkņu mežziņiem. 22631z

Popes virsmežniecība.

Rīgas polic. 2. iec. priekšnieks paziņo, ka š. g. 16. janvārī, plkst. 10 no rīta Juŗa Allunana ielā 6, dz. 6, pārdos vairāksolīšanā Juliŗa Gutina kustamu mantu, sastāvošu no 1 rakstāmgalda, 1 tintņicas, 1 tējmašīnas, 1 krēslis, 1 galda drānas, 2 mēteļiem, apakšveļas un 1 pāra kuŗpēm, kopvērtībā par Ls 82,— tiesas izdevumu segšanai. 23118z

Rīgas pref. 4. iec. priekšnieks izsludina par nederīgu nozaudēto kaŗaklaus. apliecību № 2764, izdotu no Rīgas kara apr. pr-ka az Švalovs Zalamana v. 23188z

Rīgas pref. 9. iec. priekšnieks izsludina par ned. nozaudēto kaŗaklausības apl. № 12206, izd. no Rīgas kara apr. pr-ka 1924. g. 11. martā ar Boļeslava Blaŗeviča vārdu, dzim. 1883. g. 23121z